

PLAN DE COURS

THÈME NO. 1: LA MENACE AMÉRICAINE : 1775-1871

Introduction : les guerres de la Nouvelle France

- i. Guerre de la ligue d'Augsbourg : 1689-1697
- ii. Guerre de succession d'Espagne : 1701-1713
- iii. Guerre de succession d'Autriche : 1740-1748
- iv. Guerre de 7 ans : 1756-1763
- v. Le traité de Paris de 1763

I. L'indépendance américaine et le sort du Canada : 1775-1812

A. La première guerre avec les États-Unis : 1775-1776

1. L'offre des révolutionnaires américains
2. Les rebelles recrutent au Canada
3. La réponse du clergé canadien

4. Les inquiétudes de Murray
 - a. La loyauté douteuse de la population
 - b. Les Canadiens refusent de servir dans la milice
 - c. Les espions américains disent que les Canadiens ne feront rien pour la couronne britannique
 - d. Les Montréalais partent à la campagne
 - e. Quelque 600 hommes pour défendre la colonie

5. L'attaque américaine
 - a. L'armée du Lac Champlain
 - b. L'attaque par les Appalaches
 - c. Le siège de Québec

B. 1783 : l'arrivée des loyalistes

1. 50 000 loyalistes arrivent au Canada et dans les Maritimes
2. Le sens de l'arrivée des loyalistes
 - a. Un groupe hétérogène d'Américains
 - b. Plusieurs rejettent la démocratie républicaine
 - c. La couronne les unit
 - d. L'image des colonies britanniques pour les États-Unis

C. La guerre de 1812

1. La tension monte entre Londres et Washington
 - a. Le blocus à outrance de GB
 - b. Bloquer la route de l'Ouest aux Américains avec les Amérindiens

2. Guerre et loyauté de la population
 - a. Plusieurs Canadiens ne comprennent pas les mobiles des États-Unis
 - b. La loyauté de certains est douteuse

3. Les opérations militaires (USA convaincus d'une victoire facile)
 - a. Premiers succès britanniques (Détroit, Queenstown Heights)
 - b. Perte des Grands lacs en 1813
 - c. York change de mains quatre fois
 - d. La bataille de Chateauguay en 1813
 - e. La bataille de Landeeslane en 1814

4. La paix de 1815
 - a. Le traité de Ghent
 - b. Le traité Rush-Bagot de 1817
 - c. En 1818, accord sur frontière 49° parallèle jusqu'aux Rocheuses
 - d. Le Canada est défendable
 - e. L'anti-américanisme grandit au Canada : les réformistes sont des traîtres

II. L'esclavage et la Guerre de sécession américaine

A. La Grande-Bretagne, le Canada et l'esclavage

1. La Grande-Bretagne offre la liberté aux esclaves lors de la guerre d'indépendance
2. Des milliers s'établissent en Nouvelle-Écosse
3. L'esclavage tombe en désuétude au Canada
4. Il est aboli officiellement dans l'empire en 1833
- b. La société anti-esclavagiste du Haut-Canada est fondé en 1837
- c. On accueille des esclaves évadés au Canada

B. La fuite des esclaves vers le Canada

1. Le fugitive slave act de 1850
 - a. accord entre Nord et Sud pour entrée de la Californie comme État libre même si elle est au sud
 - b. accord pour cessation du commerce des esclaves à Washington D.C.

- c. possibilité pour le sud de capturer les esclaves enfuis dans le Nord avec l'aide d'agents du gouvernement fédéral
2. L'impact de «La case de l'Oncle Tom» en 1852
 - a. Harriet Elizabeth Beecher (né en 1811, au Connecticut, d'une famille de prêtres protestants, marié à un prêtre, vit en Ohio et découvre l'esclavage dans l'État voisin du Kentucky
 - b. Succès immédiat (300 000 copies la première année)
 - c. Succès au Canada, le livre est traduit en français
 - d. Les esclaves sont des êtres humains
 - e. L'anti-esclavagisme est galvanisé
 3. Le Underground Railroad prend de l'importance
 - b. Les Nordistes sont frustrés du Fugitive slave act
 - c. Certains organisent un réseau pour les faire passer au Canada
 - c. La société anti-esclavagiste est refondée au Haut-Canada en 1851
 - d. Les églises protestantes (Presbyterian Free Church et Congregatioanal Church s'en mêlent)
 - e. George Brown et le journal le Globe
 4. 20 000 esclaves évadées arrivent au Canada de 1851 à 1861 et les écoles séparés seront abolies en 1893
 5. Le coup d'éclat de John Brown préparé au Canada

C. L'opinion publique au Canada face à la guerre

1. Lincoln et le discours de l'Union : sauver l'Union, avec ou sans l'esclavage
2. Vive déception au Canada, même après 1863
3. Les Yankees ou les Sudistes?
4. Londres donne le statut de belligérant au Sud (diviser l'Amérique)
5. Courant anti-nord à droite
 - a. Suspension de l'habeas corpus aux USA, liberté de presse limitée
 - b. La République américaine croule finalement sous ses contradictions
 - c. Elle a provoqué la pire des guerres, la guerre civile
 - d. La menace Yankee sera moins forte si le Sud gagne
 - e. La presse est en majorité pro-sud, la Gazette de Montréal est même pro-esclavage
 - f. Les dirigeants sont plutôt pro-sud mais neutres
 - g. Crainte très vive des Nordistes
 - h. Le secrétaire d'Etat Seward (une guerre à la fois)

- i. La défense du pays a été négligé (milice peu organisée, fortifications incomplètes, troupes britanniques en 1846 évacuées sauf Halifax)
 - j. Le Manifest Destiny et la doctrine Monroe
 - L'équilibre sera meilleur si le Sud gagne, le Can pourrait gagner l'Ouest
- 6. Courant pro-nord chez les anti-esclavagistes convaincus
 - a. Les arguments de Brown
 - b. Je ne suis pas pro-yankee mais anti-esclavagiste
 - c. L'esclavagisme sera le résultat indirect de la victoire du Nord
 - d. S'il persiste les risques de guerre persisteront pour le continent
 - 7. L'exemples des volontaires canadiens (52 000)
 - a. Ils s'enrôlent par idéalisme chrétien et républicain (le juge Henri Césaire Saint-Pierre, le journaliste Rémis Tremblay)
 - b. Patriotisme chez les franco-américains
 - c. L'argent (surtout après 1863)
 - d. L'aventure

D. Tensions et incidents diplomatiques : la difficile neutralité

- 1. La perception du Canada aux Etats-Unis : anti-canadianisme en hausse
 - a. Le Canada est le prolongement de la Grande-Bretagne
 - b. La partie la plus visible de l'opinion est pro-sud
 - c. On perçoit le Canada comme un nid d'espions pour le Sud
 - d. Les Nordistes s'attendaient à l'inverse
- 2. L'incident du Trent en 1862
- 3. Affaire Alabama) Palmerston se tient prêt à infliger une leçon à USA
- 4. Le Chesapeake en 1863
- 5. Le raid de St-Albans en octobre 1864
 - a. Les 20 du Kentucky attaquent
 - b. La poursuite au Canada
 - c. Parodie de justice
 - d. La presse nordiste se déchaîne
 - e. Seward menace de révoquer l'accord Rush-Bagot
- 6. Tensions à la frontière
 - a. Exigence du passeport par Washington
 - b. Recrutements forcés
 - c. Embargo sur les ventes de bétails
- 7. Tensions à la mort de Lincoln (sympathie puis chasse à l'homme)

8. La tentation expansionniste est forte aux États-Unis
 - a. Réelle dans certains journaux
 - b. Utilisée de chaque côté de la frontière

III. LE MERCANTILISME A LA RÉCIPROCITÉ

A. Ses principes

1. La doctrine reconnue des États impérialistes avant XIXe siècle
2. La colonie se spécialise dans ce que la métropole n'a pas
3. La métropole lui vend des produits manufacturés
4. Un commerce exclusif
5. Le Canada produit fourrures, poisson, bois, et blé (à partir de 1840)

B. Une doctrine remplacée par le libre-échange

1. De nouvelles lois de navigation en 1822
 2. Les USA peuvent commercer directement avec Antilles et Canada
 3. Les colonies et la métropole s'accorde des tarifs préférentiels
 4. Les colonies peuvent mettre des tarifs contre d'autres pays
 5. La théorie du libre-échange gagne des adeptes en Grande-Bretagne
 6. Des liges anti-corn law se forment
 7. En 1846, l'Angleterre passe progressivement au libre-échange
 8. Le Canada est frustré mais impuissant
9. En 1847, 1858 et 1859, le Canada impose des droits de douane aux produits en provenance de Grande-Bretagne
 - a. Le Canada en a besoin comme revenus pour payer infrastructures

C. Le traité de réciprocité de 1854

1. Quel marché pour les produits canadiens?
2. Le traité de réciprocité (le Canada uni + NB)
 - LE pour farine, charbon, poissons, légumes, viandes et volailles
 - Les produits manufacturés sont exclus
 - Effets bénéfiques même si en-deça des attentes
 - Les droits de pêche de USA au Can. sont étendus
 - Les vaisseaux américains gagnent accès aux eaux can. et vice et versa
 - Valable pour 12 ans

D. La réciprocité inter-coloniale

1. Des barrières existaient au commerce entre colonie
2. Elles sont abolies en 1861
3. Mais les facilités de transport restent faibles entre les colonies

IV . LA CONFÉDÉRATION DE 1867

A. La fin de la réciprocité

1. Les USA se vengent de Canada et de Grande-Bretagne
2. Non renouvelée en 1866 (fait mal à Canada)
3. Quel marché pour les produits canadiens?
4. La réciprocité inter-colonial n'est pas suffisante

B. La menace américaine plane sur Canada

1. Les raids fénians (formés en 1858, les Fénians veulent envahir Canada pour punir GB de son attitude en Irlande, ils bénéficient de la bienveillance des USA)
2. Le New York Herald
3. Les discours des politiciens républicains font du millage
4. Les USA ont demandé le Canada à la Grande-Bretagne vers 1870
5. Les Américains sont-ils prêts vraiment à une guerre?

C. La Grande-Bretagne face à ses colonies nord-américaines

Le Canada est moins connu qu'Australie, et bien moins que USA. On méprise ses habitants mais , pour ceux qui connaissent la question quatre grandes raisons font en sorte que GB souhaite l'indépendance une union fédérale de ses colonies nord-américaines, une idée qui est présente dans le paysage politique dès 1837 à 1867

1. Envisagée dès 1837 pour régler le problème des rébellions
- J.A. Roebuck, l'agent de l'assemblée législative à Londres, se fait le défenseur de cette idée, le fédéralisme permettrait d'accorder le gouvernement responsable au Bas-Canada
 - Durham jongle avec cette idée, union fédérale des colonies d'Amérique du Nord
 - Mais il y a de l'opposition dans les Maritimes et dans le Haut-Canada

- Et méfiance face à un système associé aux États-Unis
 - Puis le soulèvement de 1838 élimine cette possibilité, le Canada français doit être maté, de raison pour, le Canada devient un obstacle à l'Union fédérale pour GB
 - Ce sera l'acte d'Union sans la responsabilité ministérielle
2. L'image du Canada français évolue par la suite
- En 1849, le gouvernement responsable est accordé, Baldwin et Lafontaine ont travaillé ensemble pour l'obtenir
 - Les Canadiens-français ont renoncé à la violence, l'exemple de Georges-Étienne Cartier
 - C'est l'image des peintures de Cornélius Krieghoff qui s'installe (les Canadiens français en calèche, en ceinture fléchée, etc.)
 - La situation du Canada français est devenu docile et on peut envisager à nouveau l'union fédérale
3. Les colonies sont un fardeau
- a. Au niveau de la défense (1,2 million de livres en 1867-68), et GB est impliquée ailleurs dans le monde (l'exemple de la guerre de Crimée de 1856)
- La Grande-Bretagne a triplé ses effectifs durant guerre civile américaine
 - Elle souhaite se retirer
 - Elle est frustrée que la loi sur la milice ait été défaite en 1862
 - En s'unissant les colonies seront plus fortes et elles seront placés devant leur responsabilité
 - L'union permettra de mieux coordonner la défense du pays
- b. Le mouvement « little Englander »
- Naît au XIXe avec libéralisme, économiquement, les colonies sont aussi un poids
 - GB passe au libre-échange et abolit les corn-law
4. Les colonies deviendront des nations, laissons-les aller
- a. L'arrogance de GB face à ses colonies américaines a été une erreur et a mené à une guerre coûteuse et a de mauvaises relations ensuite
- b. Comme le déclare Henry Warbur, un homme politique de l'époque, « emancipation is as a natural event in the history of the colonies as death to individuals »
5. La rivalité avec les États-Unis
- Il faut stopper l'expansionnisme américain, pays qui devient un rival de GB
 - La flotte marchande américaine est de plus en plus importante (la deuxième), et le Canada a la troisième flotte marchande, donc ça compte

- La GB veut avoir un passage terrestre vers le Pacifique qu'elle contrôlerait, l'union fédérale de ses colonies d'Amérique du Nord l'aiderait à atteindre ce but
- Le Canada permet de déjouer les tarifs américains avec la contrebande, ex. en 1849, le Canada achète 6 fois plus de marchandise britannique que USA, donc une partie de celle-ci traverse vers le sud
- Le Canada est donc vu comme un brise-lame potentiel devant la puissance américaine, un tampon qui va protéger la Grande-Bretagne

D. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique

1. Une loi du parlement britannique donnant nouveau statut à des colonies
2. Autonomie interne et division des pouvoirs entre un Dominion et les provinces (4 provinces en 1867 puis 6 en 1873)
3. Les Canadiens ne veulent pas l'indépendance
 - Fort sentiment patriotique britannique chez les anglophones
 - Ils veulent appeler le Canada «Vice-Royauté » ou «Royaume »
 - Le Canada sera une composante de plus en plus forte et de plus en plus autonome de l'empire
 - Le Canada seul n'est pas grand chose, mais l'empire britannique est la première puissance du monde
4. Les Anglais veulent que le Canada devienne indépendant ou autonome
 - a. L'expérience américaine a nourri la réflexion
 - b. Le Canada est un poids
 - c. Mais il peut contre-balancer les États-Unis
 - d. Londres exerce donc de la pression dans le sens d'une confédération, concept évoqué déjà en 1837, mais vers 1860, la menace canadienne française n'existe plus
5. Londres garde des pouvoirs importants
 - Pouvoir de désaveu
 - Le pouvoir judiciaire ultime (conseil privé)
 - Pas de citoyenneté canadienne (sujet britannique)
 - Le contrôle des affaires étrangères
 - Le Gouverneur général est nommé par Londres et représente le gouvernement britannique dans le Dominion pour les affaires impériales et étrangères
 - La mécanique particulière des affaires extérieures canadiennes
6. En 1871, GB retire ses troupes (notamment de la citadelle à Québec), il ne reste que la base navale de Halifax
7. Mais la Grande-Bretagne reste derrière Canada en cas de problème

V. Le traité de Washington de 1871

A. Les réclamations dites du «Alabama claims » de 1866

1. Les Etats-Unis veulent réparation
2. Au début Londres refuse, puis ça traîne
3. Le traité Johnson-Clarendon) mal reçu aux USA (GB refuse de donner satisfaction aux réclamations américaines)
4. USA refusent l'arbitrage

B. Changement de contexte en 1870-71

1. La guerre franco-prussienne
2. La Russie dénonce certaines clauses du traité de Paris mettant fin à la guerre de Crimée
3. Conséquences pour Londres
 - Il faut régler le contentieux avec les États-Unis et se garder les mains libres pour les problèmes européens

C. Les négociations de 1871

1. En septembre 1871, de nouvelles négociations ont lieu à Washington
2. But de GB : régler le contentieux à tout prix, peu importe Canada
3. But de USA : obtenir réparation
4. But du Canada :
 - obtenir la réciprocité
 - obtenir réparations pour raids fénians
 - éviter guerre entre USA et Canada
 - ne pas avoir l'air de trop nuire à GB pour ne pas donner des arguments aux anti-colonialistes en Grande-Bretagne
 - en retour d'accès aux eaux canadiennes pour les pêcheurs américains et utilisation des canaux canadiens dans la région des Grands-lacs
 - Sur les pêches : le traité de Paris de 1783 reconnaissait des droits aux pêcheurs US en eaux britanniques, avec guerre 1812-1814, GB considère ces droits étant pour la plupart abrogés (sauf ceux prévus dans un traité en 1818), puis réciprocité permet accès à nouveau pour USA, puis de 1866 à 1870, Canada arrête les bateaux US.
5. Signature du traité de Washington
 - USA et GB s'entendent sur arbitrage pour Alabama
 - Le Canada n'obtient pas la réciprocité (sauf poissons et huile)
 - C'est GB qui va le dédommager pour les raids fénians
 - Traitement national pour l'usage des eaux territoriales
 - Le système des permis pour pêche est accepté par USA

- La rivière St-Jean est reconnu comme frontière entre Maine et Nouveau-Brunswick (avec arbitrage allemand)
- 6. John A. se résigne à signer
 - Le traité est mal reçu au Canada
 - Débat à la chambre en 1872
 - Le gouvernement est réélu donc ça passe
 - L'idée émerge que GB ne défend pas Canada et que les USA sont toujours gagnants dans les différents internationaux
 - Au moins, la menace américaine a disparu, mieux vaut le traité que la guerre

THÈME NO. 2 : QUELLE PLACE POUR LE CANADA DANS L'EMPIRE?

I. LA PÊCHE CONTRE LA RÉCIPROCITÉ?

A. Alexander Mackenzie devient PM en 1873

1. Il a critiqué les conservateurs lors du traité de Washington
2. Il veut échanger l'accès aux eaux canadiennes contre la réciprocité
3. GB est d'accord si Canada prend l'initiative
 - George Brown est envoyé à Washington pour négocier
 - USA sont prêts à échanger réciprocité contre accès aux pêches
4. Un accord est signé en 1873
 - Le sénat ne ratifie pas tout de suite, ça traîne puis le traité est rejeté
5. Le Canada est laissé à lui-même

II. LA POLITIQUE NATIONALE

A. Le débat sur le protectionnisme ou le libre-échange

1. Le pays est en dépression
 - pas ou peu de croissance économique
 - bilan migratoire négatif
 - les investissements font défaut
 - Certains accusent USA de vouloir étrangler le Canada économiquement pour en prendre possession ensuite
 - D'autres disent que GB se désintéresse du pays
 - Parfois les deux pays sont accusés
2. L'école anglaise
 - Le libre-échange est porteur de la prospérité, faisons comme GB

3. L'école américaine
 - Les USA sont devenus prospères grâce aux tarifs (l'argument de John A. Macdonald)
4. En 1874, un comité de la chambre étudie la question
 - Un sondage montre que les manufacturiers favorisent la protection (N=274), ils affirment que les prix n'augmenteront pas
 - Tous se plaignent d'une concurrence déloyale de la part des États-Unis
5. En 1877, le Toronto Board of Trade adopte le libre-échange
6. Le déficit du gouvernement (2 millions en 1877) plaide pour une nouvelle source de revenus
7. Retour des conservateurs en 1878, élu grâce à un programme protectionniste

B. Les mesures de la politique nationale et son esprit

1. Les tarifs sur biens manufacturés augmentent pendant 10 ans
2. Ils passent de 17% à 30-40% en moyenne
3. La politique nationale laisse la porte ouverte à réciprocité
4. On veut freiner l'émigration vers USA
5. Attirer des investissements
6. Politique nationale = acte de foi dans le Canada de la part de la droite, dans la représentation, elle s'accompagne de description peu flatteuse de USA
 - Le pays deviendra prospère et servira l'empire britannique
 - Il ne sera pas un lieu de perdition comme les USA
 - i. Où l'esprit britannique y disparaît sous l'immigration
 - ii. Un pays gangrené par le racisme (KKK) et les émeutes ouvrières
 - iii. La moralité y est douteuse, etc.
 - iv. Le Canada est un pays d'ordre
 - v. Il n'y a pas que l'argent
 - vi. Les indiens ne sont pas massacrés
 - vii. Il n'y a pas de divorce ni de mormons

C. Nouvelles tentatives d'obtenir la réciprocité

1. Les Canadiens gardent un bon souvenir de la réciprocité
2. L'idéal serait d'obtenir la réciprocité et le protectionnisme en même temps, selon les secteurs économiques
3. John A. MacDonald tente le coup en 1890 (même si en même temps il accuse les libéraux de vouloir vendre le pays aux USA)
4. Ses espoirs sont détruits par le sec. d'État James G. Blaine
 - Les Canadiens veulent la prospérité de USA et la fierté d'agiter le drapeau britannique
 - Blaine connaît le Canada et met les Canadiens devant leurs contradictions

- MacDonald écrit : «we have burned our vessels »

III. RELATIONS COMMERCIALES, IMMIGRATION ET DIPLOMATIE

A. Quelle représentation pour le Canada?

1. Avant 1867, les colonies avaient des représentants à Londres pour traiter des affaires impériales
2. Cette pratique se perpétue après 1867
 - John Rose est envoyé à Londres en 1869 à titre de «gentlemen ayant la confiance du gouv. Can. et avec qui le gouv. de sa majesté peut négocier »
 - Rose négocie transfert des territoires de la Baie d'Hudson, négocie financement pour CP et participe aux négociations du traité de Washington en 1871
 - Le Canada demande un statut quasi-diplomatique (residing minister), Londres refuse
 - Selon le cas, le représentant canadien pourra avoir un statut diplomatique, on s'entend pour le titre de Haut-Commissaire
 - Les représentants canadiens s'occupent des questions d'emprunt pour la colonie (CP), de défendre les exportations canadiennes de bétail, des questions d'immigration, de pêche, de faire des relations publiques lors d'une crise (Affaires Louis Riel)

B. Quels traités pour le Canada?

1. Avant 1867, les colonies étaient incluses dans les traités signés par GB (même si Canada, depuis 1859, décidait seul de ses droits de douane)
2. Selon les cas, le Canada devait octroyer la clause de la nation la plus favorisée
 - La Belgique en 1862
 - Le Zollverein allemand en 1865
3. En 1877, GB propose aux Dominions d'être avertis lorsque GB signe un traité et de pouvoir en être exclus
4. C'est ce qui se passe dans les années 1880, avec Égypte, Maroc, Équateur, selon les cas, Canada demande ou pas à être exclu
 - On oublie la Roumanie
5. Que faire lorsque le Canada veut initier un traité commercial

- Dans la deuxième moitié des années 1870, Canada envisage un traité avec France et Espagne
- Ottawa veut avoir des représentants compétents pour négocier ces traités
- GB accepte qu'un représentant canadien négocie conjointement avec l'ambassadeur britannique du pays concerné
- En 1878, Alexander Galt se rend en France et tente de négocier un traité, assisté par l'ambassadeur britannique, les négociations échouent
- Nouvelle tentative en 1893, (avec Charles Tupper comme représentant canadien), le Canada et France s'entendent sur
 - i. 19 produits canadiens qui peuvent entrer en France et dans ses colonies (notamment le bois, meubles, fruits, poisson, viande en canne)
 - ii. En échange, le Canada abaisse ses droits de douane sur les livres, vin, savon, prune, amandes, noix
- Pour ce qui est de l'Espagne, un traité entre Londres et Madrid viendra combler partiellement les attentes canadiennes
- Jusqu'au début du XXème siècle, Ottawa, refuse de négocier les questions commerciales ou d'immigration avec les consuls des pays qui ont un consulat au Canada (Danemark en 1876 et en France en 1881),
- Ça change avec les négociations avec Japon en 1907 et Allemagne en 1910

C. Immigration et relations impériales

1. De 1867 à 1901, le bilan migratoire du Canada est négatif sauf pour l'année 1873
2. On recherche des immigrants venant de GB et USA, accessoirement de l'Europe du Nord, ainsi que de France et Allemagne
3. On veut garder le même équilibre ethnique, on s'inquiète un temps de la forte présence ukrainienne dans l'Ouest
4. Le problème vient des Chinois, des Indiens et des Japonais
 - On les juge inassimilables, d'autant plus qu'on ne souhaite pas qu'ils s'assimilent
 - Ils déprécient les salaires, sont insalubres, les mariages mixtes sont inconcevables, etc.
5. Pour les Chinois, Ottawa va imposer une taxe par immigré, qui va passer de 50 à 100, puis 500\$, ce qui tarit l'immigration
6. Pour ce qui est de l'Inde, Ottawa va négocier un accord avec New Dehli et Londres pour restreindre l'immigration indienne, en plus de leur imposer une taxe de 200\$ par tête d'immigré, et de les obliger à venir au Canada sans passer par un tiers pays, ce qui complique leur déplacement considérablement.
7. Que faire avec le Japon, qui a signé une alliance navale avec la Grande-Bretagne en 1902?

- Après consultation avec Londres, le Canada va dépêcher un ministre à Tokyo, et les deux pays vont conclure en 1907 une entente à l'amiable (gentlemen's agreement), en vertu duquel le Japon va réduire volontairement le flux migratoire vers le Canada

D. Les suites du traité de Washington

1. Le traité de 1871
 - En 1877, les USA condamnés à payer 5 millions suite à arbitrage
 - En 1885 les États-Unis annoncent qu'ils abrogent le traité
 - Le Canada arrête les bateaux US qui ne paient plus de compensations (49 arrestations en 1886)
 - Le Canada interdit la vente de filet aux bateaux américains
 - USA ferment ses ports aux bateaux canadiens (sauf en cas de détresse), mesure qui ne sera pas appliquée
 - L'ambassadeur américain à Londres ne veut parler qu'aux Anglais
 - Thomas Bayard (sec. d'État US) décide de négocier avec Charles Tupper
 - Un accord est trouvé mais il est rejeté par sénat
 - On revient au système de paiements de droits par pêcheurs américains

E. Litige frontalier de l'Alaska (1898-1903)

1. Le contexte
 - Les Américains sont conspués et craints pour leur litige avec GB en 1895, sur la question des frontières du Vénézuéla et de Guyane britannique
 - En 1898, ils font main basse sur Guam, Philippines et Porto Rico
 - Donc une crainte renouvelée des Américains
2. Un traité anglo-russe de 1825 établissait la frontière de manière peu claire car les signataires connaissaient mal la géographie de la région
 - La frontière doit suivre une ligne de montagne qui n'existe qu'en certains endroits
3. En 1867, les USA achètent l'Alaska
4. En 1897, on découvre de l'or au Klondike
 - Canada veut avoir accès à la mer dans la zone contestée
 - L'affaire soulève l'opinion au Canada anglais (même si le bien-fondé du cas canadien est discutable)

- Une commission d'arbitrage est mise sur pied (5/6 des membres de l'équipe britannique sont canadiens)
 - Ça traîne et en 1899 la commission est dissoute sans règlement
 - En 1902, les parties s'entendent pour un tribunal mixte de 6 personnes (3 et 3)
5. La menace américaine
- Roosevelt est président (speak softly and carry a big stick)
 - En secret, le président Theodore Roosevelt prévient Lord Alverstone (le membre brit. du tribunal) que les USA entendent avoir entière satisfaction en la matière, sinon guerre.
 - En 1902, la GB est ébranlée et préoccupée (guerre des Boers, situation en Europe)
 - En 1903, la commission en vient à une décision de 4 à 2 qui favorise largement USA.
 - Louis Jetté et Allen B. Aylesworth votent contre
6. L'affaire soulève un tollé au Canada
- Frustration contre les États-Unis
 - Mais les Canadiens se sentent trahis par la Grande-Bretagne, qui sacrifie leurs intérêts aux siens
 - Au moment où le Canada participe à la guerre des Boers pour aider GB (sentiment impérialiste et nationaliste fort)
 - L'idée commence à naître que le Canada devrait contrôler ses affaires extérieures car on ne peut pas toujours faire confiance à la Grande-Bretagne
 - GB commence à se distancer des affaires canado-américaines (le Canada est un « an albatross around imperial neck »).

IV. LES LIBÉRAUX ET LA QUESTION DU LIBRE-ÉCHANGE

A. Les élections de 1891 et 1896

1. La philosophie des libéraux
 - Libéraux au sens du XIXème siècle
 - favorable au libre-échange et hostile à la politique nationale
 - La réciprocité comme moyen d'éviter l'annexion (l'argument de John Cartwright, min. des finances sous Mackenzie)
 - La réalité économique impose cette mesure
2. Ils font leur campagne sur ce thème
 - Utilisant des arguments rationnels
 - Soulignant les gains pour le Canada (pour les consommateurs)

- Ce serait avantageux pour les prairies
- 3. Les conservateurs font une campagne de peur
 - Les libéraux vont vendre le pays
 - prélude à l'annexion
 - John A. dit "a British subject I was born, a British subject I will die"
- 4. Les libéraux perdent
 - 121 sièges et 51% du vote pour les conservateurs
 - 47,1% et 94 sièges pour les libéraux
- 5. Ils apprennent à devoir jouer la carte de la loyauté
 - Laurier prend ses distances face à l'idée de réciprocité
 - Il profite de l'usure du gouvernement et de la mort de John A.
- 6. En 1896 les libéraux gagnent
 - Ils obtiennent 118 sièges avec 45,1% du vote
 - Les conservateurs ont 46,1% et 88 sièges
- 7. En 1897, ils refont des sondages auprès des Américains sur la question du libre-échange
 - Ils se contentent finalement d'assouplir la politique tarifaire
- 8. A partir de 1899, avec la prospérité, la question perd de son importance peu à peu
 - Le bilan migratoire redevient positif
 - La croissance économique est au rendez-vous

B. Les insatisfaits de la National Policy

1. Les fermiers de l'Ouest sont frustrés de la National Policy (paient cher la machinerie agricole)
2. Laurier s'en rend compte en visitant l'Ouest
3. En décembre 1910 les fermiers assiègent le parlement pour protester
4. Les Américains seraient intéressés à nouveau à la réciprocité
 - Le président William Howard Taft connaît le Canada (il passe ses vacances dans Charlevoix)
 - Il trouve que le Congrès est trop protectionniste
 - Un traité avec le Canada ferait baisser le prix du papier journal
5. Un traité est négocié entre les deux pays, traité qui prévoit le libre-échange dans le secteur des ressources naturelles mais qui exclut les produits manufacturés
 - L'idée de Macdonald se réalise, le Canada obtient le beurre et l'argent du beurre

- Les libéraux annoncent l'accord triomphalement à la chambre au printemps de 1911
- Les conservateurs sont médusés

C. Les élections de 1911

1. Laurier décide d'aller en élection car il y a un filibuster en chambre
 - Son gouvernement est usé, il y a eu des scandales
 - Un francophone catholique est toujours plus suspect sur une question de loyauté
 - D'autant plus qu'il a refusé de que le Canada achète deux Dreadnaughts à la Grande-Bretagne (impopularité au Québec et en Ontario pour des raisons différentes)
2. Le milieu d'affaires sont fondamentalement hostiles
 - Même si le secteur manufacturier est exclu, on pense que ce sera la prochaine étape
 - Le Canada a investi beaucoup dans des liens économiques Est-Ouest que la réciprocité va briser
 - Le lobby protectionniste sera moins fort
 - L'industrie canadienne est moins compétitive
 - Les filiales américaines risquent de partir
 - Les conservateurs vont voir les milieux d'affaires et leur offre de mettre fin au traité en retour d'un appui financier et de leur participation à la campagne
 - Avec des moyens considérables, l'establishment économique se lance dans une gigantesque campagne de peur anti-américaine
 - 10 millions de pamphlets sont imprimés
 - «An appeal to British born » du journaliste Arthur Hawkes
 - Certains leaders américains parlent encore d'annexion (le sénateur McCumber, l'annexion est la suite logique de la réciprocité), Champ Clark, leader démocrate à la chambre, déclare «we are preparing to annex Canada », ce qui donne des munitions aux opposants
 - Les caricaturistes se déchaînent (le tigre américain et la jeune fille Canada vont faire une ballade ensemble)
 - Les observateurs sont frappés par la force de la vague anti-américaine
 - John S. Foster, le consul américain: "I have rarely known manifestation of such feelings"
 - Lord Grey, le gouverneur général "the feeling in Montreall and Toronto...could hardly be stronger if the US had already invaded our territory"

- Les conservateurs gagnent avec 50,9% et 134 élus, contre 47,7% et 87 élus pour les libéraux
- La seule fois où les États-Unis ont voulu de la réciprocité, le Canada l'a rejeté

V. A LA RESCOUSSE DE L'EMPIRE

A. La Guerre de Crimée 1854

1. Des volontaires veulent aller combattre avec la Grande-Bretagne
2. Le Canada est menacé, la métropole réduit ses troupes et le tout est mal vu par le gouvernement canadien
3. La Grande-Bretagne va lever un régiment de volontaires

B. Le contexte de l'après 1871

1. La menace américaine décroît
2. L'Allemagne risque de briser l'équilibre européen
3. Les forces militaires canadiennes, pourraient donc être utilisées par la défense de l'empire, et non pas seulement du Canada
4. Macdonald met les Britanniques en garde contre l'utilisation de troupes canadiennes dans pour éteindre les feux de brousse de l'empire (ça va créer du ressentiment, surtout chez les Canadiens français, et ça va affaiblir les liens impériaux)
5. En 1885, il refuse que le Canada aille aider la Grande-Bretagne dans une guerre coloniale au Soudan (même si Charles Tupper le lui recommande et que la Nouvelles Galles du Sud le fait)
 - Des volontaires sont prêts à y aller
 - Le Canada n'y a pas d'intérêt
 - « Nos hommes et notre argent ne doivent pas servir à sortir la Grande-Bretagne du trou dans lequel son imbécillité l'a fait plonger »

C. Le mouvement impérialiste et ses conséquences

1. The Imperial Federation league est créée en 1884 en Grande-Bretagne
 - Reflet des inquiétudes face à la situation européenne
 - Ce mouvement s'implante au Canada, en 1885 à Toronto, en 1886 à Montréal
 - i. Au Canada le mouvement se nourrit de la crainte de la disparition du pays
 - ii. Des tensions anglophones-francophones
 - iii. Du manque de prospérité

- C'est un mouvement nationaliste qui voit le Canada comme membre de la grande famille britannique dans laquelle il doit jouer un rôle plus grand
- Un mouvement qui rejoint beaucoup de monde, des ligues pour les jeunes, le quart des parlementaires canadiens au fédéral en son membre
- Ce sont souvent des descendants des United Empire Loyalists

- Au niveau des idées il prône
 - i. Un nationalisme canadien dans l'empire
 - ii. La suprématie de la race-anglo-saxonne
 - iii. L'anti-américanisme
 - iv. Un zèle chrétien prononcé

- 2. Un renfort de l'empire passe par des institutions impériales communes
 - L'idée d'une fédération impériale est lancée
 - Ou d'une plus grande coordination ou centralisation de l'empire
 - Joseph Chamberlain, ministre des colonies de 1895 à 1903 se fait l'un des défenseurs de ces idées
 - Tout ça va créer un lobby et un mouvement idéologique puissant en faveur d'un plus grand rôle du Canada dans l'empire

- 3. Hostilité des nationalistes au Québec
 - Le mouvement est perçu à juste titre comme anti-francophone
 - Des liens plus grands avec l'empire compromettent l'autonomie du Canada
 - Les Canadiens français ne se reconnaissant pas d'attachement particulier à la royauté

- 4. L'élection de Laurier
 - Premier canadien-français premier ministre
 - Il a étudié à McGill
 - Sensible à la culture britannique
 - Mais moins partisan de l'empire que bon nombre de Canadien anglais
 - Homme de compromis, centriste, conscient de la diversité du pays

- 5. Le Jubilé de diamant de la Reine Victoria
 - Laurier est présent
 - Ému, il fait des grands discours à saveur impérialiste
 - Profite des mondanités
 - Accepte de devenir chevalier
 - Il refuse toutefois tout engagement particulier du Canada dans l'Empire

D. La Guerre des Boers

1. Le contexte général
 - De 1833 à 1844, 10 000 Boers migrent à l'intérieur des terres depuis le Cap (insatisfaits des Britanniques, notamment de l'abolition de l'esclavage)
 - Fondation de la République du Transvaal et de l'État libre d'Orange (1853 et 1842)
 - En 1877, la Grande-Bretagne annexe le Transvaal (qui garde un statut d'autonomie)
 - Tensions croissantes avec la découverte d'or dans la région
 - Afflux de colons britanniques qui ne sont pas traités comme les Afrikaners dans les deux républiques
 - 1899, la guerre éclate
 - Elle dure trois ans et les Britanniques ont toutes les peines du monde à vaincre les Boers

E. La participation du Canada

1. Laurier est pris par surprise, il croyait que les Boers allaient céder à GB
 - Il apprend la nouvelle du début des hostilités alors qu'il revient de Chicago en train
 - Initialement, il ne croit pas que le Canada devrait intervenir
 - Son ministre de la milice annonce lui une participation
2. L'opinion anglophone
 - La presse réclament cette intervention
 - Le cabinet est divisé
3. GB dit : « aujourd'hui c'est l'Afrique du Sud, un jour ce sera peut-être le Canada »
4. Laurier décide de l'envoi de 1000 volontaires (dont les frais sont payés conjointement par GB et Can.)
 - Il assure que le Canada comme tel n'est pas vraiment engagé, auquel cas la Grande-Bretagne devrait l'inclure dans le processus décisionnel
 - Laurier assure que ça ne crée pas de précédent
5. Henri Bourassa démissionne et fonde la Ligue nationaliste avec Olivar Asselin
 - Ils veulent le maintien de libertés politiques du Canada
 - opposition à toute participation du Canada aux délibérations du parlement britannique
 - Exigent la consultation des chambres sur la politique impériale
 - Ainsi que le respect de l'autonomie provinciale
 - Le Canada doit avoir le droit de faire seul ses traités de commerce

- non au développement d'une marine canadienne
 - non à la participation du Canada aux guerres de l'empire
6. Les Orangistes ontariens se déchaînent tellement contre les Canadiens français que Lord Minto, le gouverneur général, s'inquiète de la campagne de haine qui est menée contre eux
 7. Laurier perd des plumes en Ontario aux élections de 1900 mais se maintient au pouvoir

F. Que faire pour la défense de l'empire en temps de paix?

1. Les problèmes de la milice
 - Le collège militaire de Kingston est créé en 1876
 - Le Canada tarde tout de même à se doter d'une milice permanente
 - Les officiers qui commandent sont britanniques jusqu'en 1904 ce qui crée des tensions
 - Des améliorations sont faites mais la milice demeure faible en effectif et manque d'entraînement
2. La position du Canada lors des conférences impériales
 - En 1897, on décide de poursuivre les rencontres impériales
 - En 1902, GB demande aux Dominions de faire plus pour la défense de l'empire
 - Laurier refuse mais promet de mieux défendre le pays
 - En 1907, on crée un comité sur la défense de l'empire, le Canada va insister pour que ce comité soit consultatif
3. Le Canada et la course à l'armement naval
 - L'Allemagne de Guillaume II se lance dans le développement d'une flotte de guerre en 1898
 - La Grande-Bretagne augmente donc sa flotte mais ça coûte cher
 - En 1909, lors d'une réunion sur la défense impériale, GB demande aux dominions de se doter de vaisseaux de guerre dreadnoughts pour la flotte impériale
 - Laurier s'engage à la création d'une marine canadienne (4 croiseurs et 6 destroyers)
 - En 1910, une loi crée la marine canadienne et ne prévoit pas que celle-ci passe automatiquement sous contrôle britannique en temps de guerre
 - En 1911 une entente est conclue entre Canada, Australie et Grande-Bretagne en vertu de laquelle chacun garde le contrôle sur sa marine mais on fait le même entraînement et on échange des équipages
 - Un collège naval est créé à Halifax
 - Les impérialistes sont frustrés

- i. Ils trouvent que Canada n'en fait pas assez
 - ii. Réclame un rôle pour le Canada dans l'empire
 - Les nationalistes québécois aussi, pour d'autres raisons
 - i. Ils ne croient pas à la menace allemande
 - ii. Et pensent que le Canada ne sera pas consulté
-
- 4. L'élection de Borden
 - Il est élu grâce à une alliance avec les nationalistes québécois (une cohorte de Québécois est élu sous la bannière conservatrice)
 - Borden est lui aussi pris entre deux feux et tente de gagner du temps
 - En 1912, il est à Londres et demande aux britanniques ce qu'ils attendent de la marine canadienne
 - Churchill lui demande 35 millions que le Canada verserait directement à la marine britannique (le budget total du gouvernement est de 144 millions)
 - En retour, GB offre à Canada d'être consulté au sein du comité sur la défense impériale
 - Borden présente le tout comme une grande victoire
 - Il présente une nouvelle loi navale en déc. 1913
 - Filibuster libéral
 - Borden invente le bâillon et l'impose
 - Le projet de loi meurt au sénat en 1913, tué par la majorité libérale
 - A l'été de 1913, la marine canadienne compte 2 navires de troisième ordre avec 350 hommes d'équipage

II. La Première Guerre mondiale

A. Les alliances

- 1. Fin de l'alliance des trois empereurs après le départ de Bismarck en 1890
- 2. Alliance franco-russe en 1894
- 3. Entente cordiale franco-anglaise en 1904
- 4. Triple entente en 1907
- 5. L'alliance germano-autrichienne demeure
- 6. Les plans de guerre, convention d'État-major

B. Les événements

- 1. L'assassinat le 28 juin de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo
- 2. L'Autriche-Hongrie tient la Serbie responsable
- 3. Encouragée l'Allemagne, elle lui envoie un ultimatum inacceptable
- 4. L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet
- 5. 1^{er} août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie

6. 2 août, France et Allemagne mobilisent, l'Allemagne lance un ultimatum à la Belgique
7. 3 août l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique
8. Le 4 elle attaque la Belgique et la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne
9. Tout le monde pense que ce sera une guerre courte

i. Les responsabilités (deux thèses dominantes)

1. La responsabilité allemande
 - La suprématie du militaire sur le politique
 - L'expansionnisme allemand
 - Le plan Schlieffen
2. La responsabilité partagée, avec responsabilité particulière pour l'Allemagne
 - Rivalités impériales
 - Course aux armements
 - Climat de haine de l'autre dans les classes dirigeantes
 - mentalité d'ancien régime (surtout en Europe centrale) où la guerre est normale
 - Toutes les grande puissances versent dans ces phénomènes mais l'Allemagne plus que les autres
4. La France et la Grande-Bretagne sont des démocraties

D. Le rôle du Canada

1. Le Canada est en guerre d'entrée de jeu
2. Borden avait déjà dit que le Canada serait aux côtés de GB
3. Tout en disant qu'il n'y aurait pas de conscription
4. Un enthousiasme patriotique prévaut dans la population
 - On s' enrôle pour Dieu, le Roi et la patrie, pour la démocratie
 - 65% des premiers volontaires sont nés en Grande-Bretagne
 - On pense que la guerre va être courte (on sera de retour à Noël)
 - Vision romantique de la guerre
 - Même au Québec on se réjouit que France et Grande-Bretagne soit en guerre ensemble, Henri Bourassa pense que ça pourra souder l'unité nationale dans une union sacrée
 - En chambre Laurier dit : «ready aye ready »
 - Laurier est acclamé en évoquant Dollard-Des-Ormaux
5. La vision de Borden
 - Le Canada lutte pour la démocratie et la liberté
 - Il s'implique de sa pleine volonté
 - Cette implication doit être totale

- En regard de cet effort, le Canada doit être consulté
6. L'effort de guerre
 - Le Canada fournira 600 000 hommes en tout, dont 31 400 dès oct. 1914, la plus importante force à traverser l'Atlantique
 - 60 000 soldats tués
 - Un effort économique considérable
 - i. En 1914, GB paie pour les dépenses militaires du Canada
 - ii. En 1915, c'est le Canada qui doit se débrouiller
 - iii. Borden se tourne vers les Américains
 - iv. Il se tourne donc vers les USA pour financer son effort de guerre, acheter des fournitures militaires, des pièces et toutes sortes de marchandise
 - v. Les Américains investissent au Canada
 - vi. La position dominante de la Grande-Bretagne dans l'économie canadienne est une première fois entamée
 7. Les opérations militaires
 - Premier engagement du Canada à Ypres en Belgique en 1915
 - Repoussant une attaque allemande, les Canadiens perdent 2/3 de leurs effectifs en 4 jours (à l'image d'une guerre terrible pour les soldats)
 - Le Canada augmente son contingent à 250 000 en novembre 1915 parce que ça va mal
 - Les Canadiens participent à l'offensive de la Somme en 1916 (une offensive très coûteuse en hommes et peu effective)
 - Le pays y perd 24 000 tués, blessés, prisonniers, disparus
 - Avril 1917, offensive britannique sur la ville d'Arras dans le Nord de la France
 - Attaque réussie de la crête de Vimy en 1917, que les Français et Britanniques n'avaient pas réussi à prendre
 - L'attaque est entièrement confiée à des Canadiens, ce qui stimule l'esprit national canadien-anglais (mythe du Canada né à Vimy)
 - Le 26 octobre 1917, après insistance des Britanniques, le Canada attaque à Passchendaele, au saillant d'Ypres, le commandant Arthur Currie, ne veut pas et dit que le Canada va perdre 16 000 hommes, c'est ce qui se produit (15 654)
 - Sous le commandement de Currie le corps expéditionnaire canadien est considéré comme un corps d'élite
 - Après 1918, le Canada participe à la campagne de Russie

E. La crise de la conscription

1. La faible participation du Québec
 - le recrutement est substantiellement plus faible (35 000 sur 600 000, soit 5%, un phénomène moins marqué chez les francophones hors Québec)

- Il y a peu de régiments de milice avant 1914, ce qui nuit à la mobilisation
 - Dès 1915, le patriotisme de guerre ne survit que chez les Anglophones de Montréal
 - Sam Hugues, ministre de la milice, comprend mal les problèmes du Québec (c'est un orangiste francophobe) et est lent à constituer une place pour les francophones dans l'armée
 - Le premier contingent canadien de 1914 ne compte qu'une compagnie de Canadiens français
 - Le deuxième compte un bataillon
 - En 1916, il existe 11 bataillons canadiens français en tout
 - Le recrutement à Montréal est confié à un anglophone méthodiste
 - En 1916, le gouvernement finit par s'ajuster un peu mais trop tard
 - Avec des exceptions notables, les Québécois sont moins motivés que les autres soldats
 - Intense campagne anti-Québec dans le reste du pays
2. Les raisons de ce phénomène
- Les Québécois sont les Canadiens les plus enracinés dans le continent
 - i. Ils sont moins attachés à la France, un peu comme les Américains sont moins attachés à l'Angleterre
 - ii. Sauf pour une minorité (Olivar Asselin), le fait que la France soit en guerre ne soulève de solidarité particulière
 - iii. La Grande-Bretagne est la patrie des anglophones, suscite de la méfiance, voire de l'hostilité
 - Le messenger n'est pas crédible
 - i. Ceux qui veulent que les Canadiens français s'enrôlent dans l'armée unilingue du Canada sont ceux qui les méprisent, les orangistes, impérialistes, ceux qui interdisent les écoles françaises en Ontario (règlement 17), au nom de l'unité nationale
 - Les Canadiens français sont déresponsabilisés
 - a. Peuple isolé en Amérique, minoritaire dans un Dominion dont ils ne contrôlent pas les institutions centrales
 - b. Citoyen de seconde zone, ils ne sont pas habitués à regarder les affaires du monde avec l'œil de celui qui exerce la responsabilité du pouvoir
 - Ils adoptent des positions très discutables
 - i. Pour Henri Bourassa, la menace allemande n'existait pas

- ii. Après 1914, il dit que le Canada ne doit se battre que pour défendre son territoire
 - iii. Ce n'est pas la guerre du Canada dit le député libéral Arthur Lafontaine
 - iv. La dimension idéologique du conflit, sa portée globale, échappe aux nationalistes québécois, même après l'entrée en guerre des Américains en 1917, qui réalisent sur le tard les enjeux de cette guerre
 - v. On confond la Grande guerre avec les guerres coloniales passées
 - vi. Le Québec avait-il intérêt à ce que l'Allemagne batte la France et la Grande-Bretagne?
 - vi. Les Québécois ne sont pas les seuls à s'opposer à la conscription, cela existe aussi dans l'Ouest (population moins britannique), ou dans les classes ouvrières, moins nationalistes, mais le phénomène est marqué au Québec
3. L'année 1917
- En 1917, on arrive à la limite de ce que l'engagement volontaire peut fournir au Canada
 - Car la Grande-Bretagne a besoin de plus d'hommes
 - Lloyd George convoque une conférence impériale au printemps de 1917 et le dit à Borden
 - Borden annonce la conscription à son retour
 - Il offre ensuite à Laurier d'entrer dans un cabinet d'Union nationale
 - Laurier dit qu'il aurait dû être consulté avant et refuse
 - i. Se joignant à un gouvernement ayant annoncé la conscription, il livrerait la province de Québec à Henri Bourassa
 - ii. La conscription pourrait être impopulaire au-delà du Québec, comme dans l'Ouest, l'Australie l'a rejetée, donc Laurier est contre
 - iii. Au nom de l'unité nationale, il faut rejeter la conscription
 - La conscription est votée durant l'été 1917, 9 conservateurs votent avec Laurier et 25 libéraux avec Borden
 - Borden déclenche des élections pour le 12 décembre 1917
 - i. Il présente un gouvernement d'union avec 9 premiers ministres des provinces
 - ii. Droits de vote aux femmes ayant un lien de parenté avec quelqu'un servant ou ayant servi dans l'armée ainsi qu'aux infirmières
 - iii. Restriction du droit de vote aux étrangers
 - iv. Étendu à toutes les femmes de 21 ans et plus en mai 1918
 - v. Prohibition
 - vi. Effort de guerre total
 - Scission dans le Parti libéral

- i. Beaucoup de libéraux anglophones quittent le Parti libéral de Laurier pour rejoindre Borden
- Campagne électorale très dure
- i. Un vote pour Laurier et pour Bourassa est un vote pour le Kaiser
- ii. Les Québécois sont des traîtres, etc.
- Aux élections, les libéraux prennent 82 sièges, dont 62 au Québec, le reste surtout dans les Maritimes, les conservateurs prennent 183 sièges dont 3 au Québec
- Le gouvernement d'Union va gouverner sans le Québec et imposer la conscription
- Les Conservateurs ont signé leur arrêt de mort au Québec

F. La vie quotidienne durant la guerre au Canada anglais

- 1. L'engagement
- Porté par une vague patriotique, le recrutement connaît un succès jusqu'en juin 1915
- i. S'enrôler est une question personnelle et beaucoup le font par conviction
- ii. Les recruteurs n'ont qu'à attendre que les volontaires aillent vers eux
- Au milieu de 1915 ça devient plus difficile
- i. On évite les recruteurs dans les rues
- ii. Ces derniers deviennent insistants
- On lance ensuite les appels collectifs au recrutement, avec une intense propagande
- i. On organise des concerts et défilés militaires et des rallyes
- ii. Des orateurs, souvent revenus du front, font de grands discours patriotiques
- iii. Des enfants sont utilisés durant des foires, ils portent des affiches disant : «Daddy is at the front, why not you »
- iv. Tout cela produit un enthousiasme collectif et une forte pression sociale
- v. On utilise de plus en plus des affiches
- vi. La décision de s'enrôler devient une affaire collective
- vii. On donne des badges à ceux qui ont des dispenses médicales
- Malgré tous ces efforts, avec la bataille la Somme en 1916, les effectifs viennent à manquer
- On utilise alors les femmes pour le recrutement
- i. On les invite à faire pression à la maison sur leurs hommes avec des prospectus
- ii. On les invite ensuite à boycotter les hommes qui ne sont pas en uniforme, à ne pas les laisser leur faire la cour, etc.
- iii. Peu à peu, on les laisse participer à des rallyes de recrutement (où on les invite à humilier les hommes qui ne portent pas l'uniforme)
- iv. On leur demande de ne pas porter du noir lorsqu'elles sont en deuil

2. Le rôle de la femme sort lentement de la sphère privée
 - On début on leur demande d'accepter que leurs fils, mari ou fiancé parte à la guerre (preuve ultime de patriotisme)
 - Ensuite on leur demande de bien gérer le foyer selon les consignes du gouvernement pour ce qui est de l'alimentation (ne pas manger de viande, etc.)
 - Il faut économiser l'énergie et bien gérer le foyer (la nourriture est rare, même chose pour électricité et charbon)
 - On leur demande de participer à des collectes (cigarettes, serviettes pour bandages, etc.)
 - De tricoter pour les soldats (campagne de tricot)
 - On accepte ensuite qu'elles conduisent des tramways
 - Et qu'elles travaillent dans les usines d'armement
 - Seulement pour la durée de la guerre

3. Intolérance et tensions sociales
 - L'affaire de Berlin en Ontario
 - Les émeutes anti-étrangères à Toronto
 - i. rifié avec les anciens combattants
 - ii. qui s'en prennent aux commerces étrangers
 - iii. on exige qu'ils soient envoyés sous les drapeaux ou renvoyés chez eux
 - iv. on les force à saluer l'Union jack
 - Grève à Toronto à l'été de 1918
 - i. La population s'appauvrit, difficiles conditions de vie

G. Vie quotidienne au Québec pendant la guerre et la conscription

1. De 1914 à 1917, ils sont peu nombreux à répondre à l'appel sous les drapeaux

2. Les Québécois refusent de servir
 - Les mariages sont en hausse
 - Le phénomène des mutilations volontaires fait son apparition
 - Les Québécois demandent des décharges en très grand nombre
 - Les jeunes hommes se procurent des faux papiers pour ne pas être recrutés
 - Ce qui entraînent une campagne zélé de la part des recruteurs (les spotters)
 - i. On multiplie les fouilles dans les maisons où l'on soupçonne que des appelés se cachent
 - ii. Les contrôles d'identité se multiplient
 - iii. Les recruteurs déchirent souvent les décharges des jeunes hommes et les embarquent de force
 - iv. C'est l'humiliation au quotidien
 - v. Les patrons doivent rapporter leurs employés (au Canada anglais aussi)

- Les jeunes gens fuient villes et villages pour se cacher dans les bois
- i. Ils vivent en petits groupes dans des maisons en bois ronds ou dans des abris de fortune où ils mènent une existence difficile (pas de feu le jour, manque de nourriture, ils souffrent du froid)
- ii. Certains sont encouragés par les populations locales et les notables locaux à fuir dans les bois
- iii. On forme des réseaux pour leur apporter de la nourriture (parfois des enfants en sont chargés afin de déjouer les patrouilles)
- iv. Des vigiles font le guet pour les avertir si la police militaire arrive
- v. Plusieurs sont armés et prêts à tuer ceux qui viendraient les chercher
- vi. Le gouvernement fédéral paie des mouchards pour débusquer les cachettes des insoumis
- vii. L'existence quotidienne est marquée au coin de la dureté et de la tension, mais aussi de la solidarité (l'entre-aide est très développée)

8. Les émeutes de Québec

- C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les émeutes de Québec de Pâques 1918
- Le jeudi saint, dans la basse-ville, 2 types sont arrêtés, on déchire leur décharge et ils sont amenés au poste de police
- Le poste de police est détruit par une foule en colère et tous les prisonniers sont libérés
- Le lendemain, la foule monte à la haute-ville, on détruit les bureaux de journaux pro-conservateur, des centres de recrutement sont attaqués, on brûle les papiers d'enregistrement des conscrits, saccage général
- La troupe (venue de Valcartier) refuse de tirer (en l'air) pour disperser les manifestants
- La loi martiale est imposée et le gouvernement envoie des hommes de troupe de Kingston et de l'Ouest
- Le lundi des ouvriers se mettent à lancer des briques aux soldats et même leur tire dessus
- Ça dégénère, l'armée tire, tuant 4 personnes (toutes innocentes, dont un enfant), et en blessant 60, 5 soldats sont blessés
- La motion Francoeur est présentée au parlement de Québec
- i. Les Canadiens français en ont assez d'être dénigrés et sont prêts à quitter la confédération si les anglophones ne veulent plus d'eux
- ii. La motion est finalement retirée

3. Les tensions s'apaisent

- Plusieurs condamnent la violence
- L'enrôlement augmente
- i. La menace allemande est plus pressante que jamais
- ii. Appel au respect des lois (Laurier et d'autres)
- Le gouvernement fédéral fait moins de zèle

- i. Le général Mewburn a remplacé Sam Hughes
- ii. Il déclare qu'il n'a jamais pensé que le Québec était déloyal
- iii. Mais Borden ne fera pas plus de régiments bilingues

H. Le Canada aura-t-il voix au chapitre?

- 1. Tel était l'objectif de Borden
- 2. De 1914 à 1917, la Grande-Bretagne traite le Canada comme une colonie
 - Asquith est premier ministre et ne se soucie pas du Canada
 - Des bateaux canadiens sont réquisitionnés sans avis et sans la moindre consultation
 - Borden n'est absolument pas informé de la conduite de la guerre à part par les journaux
 - En 1915 Borden menace Asquith de ralentir l'effort de guerre du Canada s'il n'est pas informé
- i. En fait le Canada augmente sa contribution sans que le problème soit réglé
- ii. Andrew Bonar Law (ministre des colonies) dit à Borden, oui c'est important que le Canada soit consulté mais c'est impossible à mettre en pratique
- 3. L'arrivée de Lloyd George
 - Il connaît bien Borden et l'estime
 - Quand il devient premier ministre en 1917, il convoque les premiers ministres des dominions à Londres (surtout qu'il s'apprête à leur demander un effort plus grand)
 - Un de ses conseillers dit : les Dominions se battent avec nous par pour nous
 - Le 20 mars 1917, réunion du «imperial war cabinet »
 - Les buts de guerre de Borden font sursauter les Anglais (Alaska, Groenland et Saint-Pierre et Miquelon)
 - La réunion est tout de même un succès
 - Sauf que les USA et GB prennent des décisions sans consulter le Canada
- i. Détournement de convoi
- ii. L'affaire des sous-marins allemands
 - Arthur Currie est nommé commandant du corps expéditionnaire canadien sans que Borden soit consulté
 - Mais Currie tient Borden informé
 - Après Passchendaele, Borden dit à Lloyd George que s'il y a d'autres batailles du genre il n'enverra plus de soldats en Grande-Bretagne
 - Lloyd George en profite pour rabattre le caquet des militaires
- i. Pour reprendre le contrôle sur l'armée
- iii. Faire oublier qu'il n'a pas consulté les Dominions
- iv. Jeter le blâme sur quelqu'un d'autre

I. La conférence de paix

- LG avait promis à Borden une voix aux négociations de paix
- Sur le bateau en traversant l'Atlantique, Borden écrit à sa femme : «je commence à penser de plus en plus que, plus tard que plus tôt, le Canada devra assurer sa pleine souveraineté »
- En nov. 1918, LG convoque les premiers ministres des Dominions pour les consulter avant les négociations et discuter des vrais choses après avec la France et les États-Unis
- Borden est frustré de ne pas être consulté quand on décide de juger le Kaiser
- Il exige une représentation séparée à la table des négociations (Australie aussi), LG refuse puis leur offre une représentation séparée plus une place au sein de la délégation britannique
- Sauf que les États-Unis refusent
- i. En quoi le Canada est-il intéressé par l'Europe dit Lansing, le secrétaire d'État américain
- ii. Wilson dit que le Canada est représenté par la Grande-Bretagne, ce à quoi la Belgique ne peut prétendre
- Finalement, la Belgique reçoit 3 représentants, le Canada et l'Australie 2 et la Nouvelle-Zélande 1
- Le Canada signe le traité de Versailles sous «Empire britannique »
- Ça ne lui donne pas un poids réel sur les décisions mais la reconnaissance politique est importante

THÈME NO. 3: LE CANADA EST-IL UN PAYS SOUVERAIN?

I. Vers Westminster malgré la Grande-Bretagne

A. Intervenir ou non en Turquie

1. L'arrivée de King le méfiant
 - Un admirateur de la Grande-Bretagne
 - Ayant vécu aux États-Unis
 - Il est resté fidèle à Laurier
 - Durant la guerre le Canada a donné un chèque en blanc à GB
 - Ce qui a eu des effets négatifs sur l'unité nationale (un élément essentiel de la politique étrangère)
 - Il faut donc éviter à tout prix que ça se reproduise
 - Il faut se méfier de GB et des grandes puissances
 - Pense que Canada ne serait pas à la hauteur dans les affaires int.
 - Il est conseillé en cela par OD Skelton, un fervent nationaliste

- Influencé aussi par son lieutenant québécois Ernest Lapointe

B. Essor du nationalisme canadien

1. Courant culturel critique des USA durant guerre
2. On a fait nos preuves durant la guerre
3. Création du Canadian Institute of International Affairs
4. Création de la Canadian Radio-League
5. Le Canada siège à la SDN

C. La crise de Chanak en 1922

1. La base navale britannique est menacée par les Turques
 - i. L'empire est plus faible que jamais
 - ii. La guerre a coûté cher
 - iii. Lloyd George dit l'empire doit parler et agir comme un seul homme
2. Churchill annonce que GB est prête à la guerre ainsi que les Dominions
 - a. Il veut que les Dominions paient pour sa politique
 - b. King apprend le tout dans les journaux
 - c. Il répond que le parlement doit-être consulté
 - d. La pire chose serait que le pays soit impliqué dans une nouvelle guerre
 - e. Le Canada finit par dire non merci (les conservateurs seraient allés)

D. La conférence impériale de 1923

1. King y voit une tentative de centraliser l'empire sans consulter
2. Ce qui éliminerait l'autonomie extérieure que le Canada a gagné
3. Il amène Skelton avec lui
4. Lord Curzon déclare que GB parle pour tout l'empire
 - Consulter les Dominions à chaque fois est impossible
 - Le commandement de la flotte impériale doit être centralisé
 - Le Canada doit faire sa part pour la défense
 - GB menace de rendre le débat public
5. La politique de King
 - L'inspection de la flotte et le mal de mer
 - La défense contre qui (le Canada n'est pas demandeur contrairement à Australie)
 - Que ce soit pour l'armée, la marine ou l'aviation, le Canada ne prend pas le moindre engagement
 - Il menace de faire une déclaration séparée s'il n'obtient pas satisfaction
 - Le Canada obtient satisfaction dans tout
 - Même si King dit qu'en cas de conflit majeur nous serons là

E. Les traités

1. King veut renégocier Rush-Bagot, GB refuse
2. Problème de pêche entre Canada et USA dans le Pacifique
3. Une négociation a lieu
4. Le Canada veut signer seul le traité
 - GB refuse
 - Canada menace d'ouvrir une ambassade à Washington
 - La Grande-Bretagne finit par s'incliner

F. Le rôle du Gouverneur Général

1. L'incident de Byng à l'automne de 1926
 - King est minoritaire, son gouvernement est défait en chambre
 - Byng nommé Meighen PM
 - Son gouvernement tient quelques jours
 - King accuse le GG d'être partisan
 - Nouvelles élections et King obtient une majorité
2. King demande ensuite la nomination d'un haut-commissaire brit.
 - Ce qui est fait en 1928

G. La conférence impériale de 1926

1. Les autonomistes sont joués par Irlande et Afrique du Sud
 - Afrique du Sud veut une déclaration d'indépendance
 - Même King trouve que c'est trop (contrairement à USA nous sommes restés fidèles à la couronne)
2. La déclaration finale (dite Balfour) dit que les Dominions sont «des communautés autonomes au sein de l'empire britannique, égales en statut et d'aucune manière subordonnée les unes aux autres dans un quelconque aspect de leurs affaires domestiques ou extérieures, même si elles sont unies par une allégeance commune à la couronne ».
3. Dans la suite le ministère des affaires extérieures prend de l'expansion
 - Doctrine de la séparation (combattue par les conservateurs qui disent que le gouvernement gaspille l'argent des contribuables, etc.
 - Ouverture d'une légation à Washington en 1927
 - Ibid à Paris en 1928 (avant Japon)
 - Ibid Japon en 1929

H. Le Canada à la SDN

1. Le Canada signe Versailles sous le nom de « empire britannique »
 - Donc ambiguïtés au départ
2. Pour King, la SDN est l'endroit où faire valoir le statut du Canada
3. Dandurand est élu président de SDN en 1925 (King approuve)
5. En 1926, il refuse de s'associer au traité de Locarno (garanties mutuelles des frontières de l'Ouest)
 - GB dit qu'elle signe pour tout l'empire mais le Canada proteste
6. A la SDN, Austen Chamberlain, l'ambassadeur britannique dit qu'il parle pour l'empire
7. Il se fait corriger par Dandurand, surtout après 1926

II. Le traité de Westminster

1. Suite à la conférence impériale du 1926, un comité d'expert est chargé d'examiner les constitutionnels dans l'empire
 - Des liens légaux unissent l'empire
 - i. Les parlements des dominions demeurent une création de Westminster
 - ii. Londres détient le pouvoir de désaveu
 - iv. Le conseil privé demeure le pouvoir judiciaire suprême (affaire Nadan en 1926, ou GB accepte de recevoir un appel dans une affaire de contrebande d'alcool)
 - v. La législation britannique est considérée supérieure si elle entre en conflit avec celle des Dominions
 - vi. Pas de citoyenneté canadienne
2. Le comité d'expert se réunit en 1929
 - Le Canada est représenté par Skelton et Lapointe
 - L'Afrique du Sud et l'État libre d'Irlande veulent une réforme en profondeur également
 - Des experts britanniques songe à une loi britannique avec un nom prestigieux (le gouvernement leur dit de prendre leur temps)
 - Au cours des discussions, les trois Dominions forcent les britanniques à reculer sur tout
 - Le gouvernement anglais envisage alors de ne pas signer mais il se ravise
3. Le rapport final prévoit de donner l'indépendance complète aux Dominions sauf là où ils ne le voudraient pas (pouvoir constituant pour le Canada)
4. Chacun repart chez lui ensuite mais au Canada King est battu
5. Que va faire Bennett
 - Il garde les légations ouvertes en faisant du ménage (Herridge contre Massey)
 - Veut renvoyer Skelton mais se rend compte qu'il ne peut s'en passer
 - A la conférence impériale de 1930, il décide d'approuver le rapport sur le statut de Westminster (il n'avait pas osé s'y opposer)

- S'opposer à l'évolution vers l'indépendance des Dominions aurait demandé un effort très grand
- Bennett se résigne, même dans son parti plusieurs jugent l'idée inévitable

THÈME NO. 4 LA CRISE DE 1929 ET SES INCIDENCES INTERNATIONALES

I. Krach boursier et crise économique mondiale

A. Les causes du krach de 1929

1. Période de forte spéculation aux Etats-Unis
 - i. l'exemple de la Floride
 - ii. une hausse boursière sans lien avec l'économie réelle
2. Abondance de crédit pour jouer en bourse
 - i. le système du 10% comptant, 90% emprunté
 - ii. les titres comme garantie
3. Beaucoup d'entreprises investissent en bourse
 - i. à même leur fonds de roulement
 - ii. prêtent à ceux qui veulent miser en bourse
 - iii. n'ont pas les réserves nécessaires en cas de coup dur
4. La réaction de Réserve fédérale américaine
 - i. Resserrement des taux d'intérêt
 - ii. Hausse de 3,5% à 6% de 1928 à avril 1929
 - iii. Malgré cela, les marchés boursiers poursuivent leur hausse grâce à des capitaux étrangers placés à court terme
5. Au début d'octobre 1929, la Banque d'Angleterre hausse son taux d'escompte
 - i. Les capitaux étrangers désertent les États-Unis
 - ii. Les courtiers ont peur que leurs clients ne puissent les payer
 - iii. Ils demandent des liquidités pour se couvrir
 - iv. Reçoivent à la place des ordres de ventes
 - v. Les cours s'effondrent
 - vi. Le système de crédit et le système bancaire en subissent les contrecoups

B. De la crise boursière à la crise économique

1. Contrairement au passé, lors de la crise de 1929, le krach est la cause de la crise économique et non l'inverse, pourquoi?
 - i. Les banques cessent de prêter
 - ii. Baisse des investissements

- iii. Baisse des dépenses de consommation (qui avaient été dopées par le crédit)
- iv. Et ce alors qu'il y avait une surproduction dans certains secteurs (construction domiciliaire)
- v. Déflation

C. De la crise américaine à la crise mondiale

- 1. Les Américains rapatrient leurs capitaux d'Europe
- 2. L'Allemagne et l'Europe entrent en récession
- 3. Les États-Unis érigent des tarifs douaniers et ferment leur marché aux étrangers

II. Le Canada et la crise

A. L'économie canadienne

- 1. Petit marché, le Canada dépend beaucoup du commerce avec l'extérieur
- 2. Le cours des matières premières baissait déjà avant la crise
 - i. Dans le secteur agricole, qui représente 66% des exportations canadiennes
 - ii. Dans les pâtes et papier aussi, qui représente un peu moins du tiers des exportations
- 3. La crise économique frappe les exportations canadiennes
 - i. Le prix du blé chute et les États-Unis ferment leur marché
 - ii. Même chose pour les pâtes et papiers, dont la production passe de 129 millions en 1929 à 56 millions en 1933
 - iii. les Américains retardent leurs investissements ici
- 4. L'ensemble de l'économie canadienne est finalement touché
 - i. Le chômage passe de 4,2% en 1929 à 27% en 1933
 - ii. Souvent, baisse des salaires pour ceux qui gardent un emploi
 - iii. L'Ouest est particulièrement en difficulté car elle fait face à une sécheresse et à une épidémie de sauterelles
 - iv. La production industrielle baisse d'un tiers de 1929 à 1933

B. La réaction des gouvernements

- 1. King applique la méthode néolibérale et perd les élections
- 2. Bennett promet des travaux publics
 - i. Le secours public doit-il s'effectuer en retour d'un travail?
 - ii. Le gouvernement met sur pied les camps de travail pour les abolir en 1936
 - iii. On mise ensuite sur le secours direct, financé par les trois palliers de gouvernement

- iv. Subventions aux provinces pour qu'elles puissent faire face à la situation
 - v. Subsides aux organismes de charité
 - vi. Programmes pour aider la colonisation, le Plan Gordon au niveau fédéral et le plan Vautrin au Québec
3. La politique de tarifs douaniers
 - i. Bennett promet des tarifs en réaction aux tarifs américains
 - ii. Veut s'en servir comme monnaie d'échange
 - iii. Comptent créer 25 000 emplois
 - iv. L'empire doit tisser des liens commerciaux en son sein
 - v. La conférence de 1932
 - vi. L'accord commercial avec les Etats-Unis en 1935
 - vii. Les accords commerciaux de 1938 avec Grande-Bretagne et États-Unis
 4. Un gouvernement plus interventionniste
 - i. Création de la Banque du Canada en 1934
 - ii. Il remet sur pied la Commission canadienne du blé
 - iii. Création de Trans-Canada
 - iv. La CBC/Radio-Canada voit ses activités étendues
 - v. Consent des prêts aux provinces qui sont en difficulté
 - vi. Met en place des mesures pour aider les agriculteurs endettés
 - vii. Certaines provinces se lancent aussi dans des politiques interventionnistes

C. Les problèmes constitutionnels

1. William Aberhart et le Alberta Social Credit Act
 - i. Tentative du gouvernement provincial d'établir un contrôle sur des banques dont la charte est fédérale
 - ii. La loi est contestée devant les tribunaux
2. Bennett et le « New Deal »
 - i. Conseillé par son beau-frère ambassadeur
 - ii. Il veut mettre sur pied un programme d'aide aux chômeurs
 - iii. Étendre le contrôle du gouvernement sur le monde des affaires
 - iv. Établir un contrôle des exportations
3. Les mesures de Bennett et d'Aberhart sont jugées inconstitutionnelles
4. Les libéraux de King mettent sur pied la commission Rowell-Sirois, qui met trois ans à faire son rapport
5. Les recommandations de la commission
 - i. Les pouvoirs du gouvernement fédéral ont été limités par le Conseil privé tandis que ceux des provinces, dans le domaine social, se sont étendus au-delà des limites voulues par les près de 1867
 - ii. Or Ottawa conserve le pouvoir de lever la plupart des impôts

- iii. Le Canada est devenu un pays industriel, donc le gouvernement central doit avoir plus de pouvoir au niveau économique et social
- iv. Il pourra ainsi assurer une meilleure gestion d'ensemble et mieux distribuer la richesse
- v. L'impôt direct et le chômage devrait donc relever du fédéral
- vi. Le bien-être social restera aux provinces mais sera financé en partie par Ottawa avec des programmes à frais partagés
- 6. Le rôle du gouvernement et l'équilibre fédéral-provincial est modifié pour donner à l'Etat fédéral un rôle plus interventionniste et plus important face aux provinces
- 7. En 1940, changement constitutionnel qui donne au gouvernement fédéral la compétence sur le chômage
- 8. L'impôt direct est aussi alloué au gouvernement central

Conclusion

- Les Canadiens ont gardé de la crise un gouvernement plus présent
- L'idée que les individus ne doivent pas être laissés à eux-mêmes en cas de coup dur est aussi restée

THÈME NO. 5: LE CANADA ET LES ORIGINES DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

INTRODUCTON GÉNÉRALE

- Être pour la paix, qu'est-ce que ça veut dire?
- i. Ghandi ou Léo Strauss Khan?

I. LE CONTEXTE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRE

A. La guerre des impérialistes et marchands d'armes

- 1. La thèse de Lénine
- 2. Au Canada et aux USA des livres condamnant les marchands d'armes sont des best-sellers
- 3. La thèse d'une implication américaine durant la première guerre mondiale pour des raisons économiques circule allègrement

4. Ces thèses faussent le débat, la première guerre mondiale n'est pas un conflit de capitalistes cherchant marchés et profits
5. Un puissant mouvement pacifiste en résulte en Europe qui confond paix et désarmement
 - L'exemple des étudiants d'Oxford
6. Au Canada et aux États-Unis, l'isolationnisme est le pendant du pacifisme européen
7. Dans le cas de USA, cette situation est dramatique car le retrait américain de la scène mondiale brise le rapport de force

B. La notion d'une paix trop dure pour l'Allemagne

1. L'Allemagne est déclarée responsable de la guerre
 - Le Canada est réservé là-dessus
 - i. Elle est accablée de paiements de réparations
 - Cette situation est absurde au plan économique
 - Keynes la dénonce en 1922 dans «Les conséquences économiques de la guerre »

C. La crainte du communisme

1. Mieux vaut l'Allemagne nazie que l'URSS

D. La politique d'apaisement

1. Politiquement le tout alimente l'idée qu'il faut faire des concessions à l'Allemagne
2. Une politique discutable avant 1933 et absurde à partir de cette année-là
 - i. L'exemple de l'idée de l'égalité des armements

E. La démocratie vue par Hitler

1. Les nations doivent se battre pour vivre
 - Il y a une hiérarchie des peuples
 - La lutte détermine cette hiérarchie
5. Celles qui refusent sont décadentes
6. La démocratie est la décadence de l'Occident
7. La politique de l'apaisement en est d'ailleurs la preuve

II. Le rôle du Canada

A. L'isolationnisme au Canada

1. Un courant impérialiste qui trouve que le Canada doit aider la Grande-Bretagne, mais si la Grande-Bretagne ne veut rien faire, on ne fait rien

2. Un courant isolationniste nouveau au Canada anglais, mais moins fort qu'aux États-Unis et au Québec
3. Un courant de gauche qui confond la paix et le désarmement
4. Quelques personnes qui pensent comme Churchill (Pearson à partir de 1937-38)
 - Le Canada seul ne peut rien faire, mais le Canada peut plaider la fermeté en Grande-Bretagne, au sein du Commonwealth et ailleurs
5. Au Québec un courant isolationniste plus fort qu'ailleurs
 - La crise de la conscription a marqué les esprits
 - Les libéraux surfent sur cette crise et sont plus enracinés que jamais au Québec
 - Les crises internationales sont vues comme le résultat des machinations impérialistes de la Grande-Bretagne (Munich = Chanak)
 - Sentiment d'impunité à cause de la géographie
 - Faible sentiment de responsabilité internationale

B. Le Canada et la SDN

1. Pour King, la SDN est l'endroit où faire valoir le statut du Canada, mais il ne veut aucun engagement
 - un think tank international
4. Le Canada s'oppose en 1919 aux dispositions du traité de Versailles qui prévoit que le conseil prend les mesures coercitives contre un agresseur
 - Nous ne sommes pas menacés et le reste on s'en fout
5. En 1926, il refuse de s'associer au traité de Locarno (garanties mutuelles des frontières de l'Ouest)
 - GB dit qu'elle signe pour tout l'empire mais le Canada dément
6. L'attaque japonaise en Mandchourie en 1931
 - Skelton pense que le Japon est agresseur
 - Mais il ne faut rien faire, ce que corrobore Herbert Marler, ambassadeur du Canada au Japon, car les grandes puissances ne voudront rien faire
 - Bennett est plus volontariste mais que peut faire le Canada, pays de 10,5 millions, surtout que USA absents et que GB ne veut rien faire, mais il suit les choses de loin
 - En 1932, un comité de la SDN trouve le Japon agresseur
 - i. Mais la Chine a des torts
 - ii. Le comité ne recommande pas de sanction
 - USA trouvent que c'est trop peu et GB l'inverse
 - Cahan est envoyé à Genève pour tenter de gagner du temps
 - Il est partisan du Japon, et donc fait un discours où il minimise le rôle de ce dernier
 - En même il lit ces instructions où il doit dire que le refus d'obtempérer aura des conséquences malheureuses
 - Un délégué dit que Can. a réussi à plaider les deux côtés de la médaille

- Skelton reçoit les félicitations de l'ambassadeur japonais à Ottawa
 - Il est totalement fru. et se dit que si les USA ne savaient pas que les Canadiens étaient des simples d'esprit, ils penseraient qu'on les a trahis
7. L'attaque de l'Éthiopie en octobre 1935
- Samuel Hoare fait un grand discours suscitant enthousiasme à la SDN où il dit qu'il ne faut pas abandonner l'Éthiopie et son pays ne le fera pas
 - Walter Riddel, le délégué can. dit que le Canada fera sa part, il propose des sanctions pétrolières
 - L'idée fait boule de neige et on y réfère comme la proposition canadienne
 - Or, Riddel avait instruction de garder profil bas et ne rien dire
 - L'Italie dit qu'elle ne se laissera pas faire
 - Réception mitigée au Canada anglais et froide au Québec
 - Le 2 décembre, Riddel est désavoué publiquement par Lapointe
 - L'affaire des sanctions n'allait nulle part car GB et France négociaient secrètement dans le but d'accorder à Italie un morceau d'Éthiopie et de garder Italie avec les alliés
 - L'année suivante King est à la SDN et déclare que celle-ci ne doit pas servir à punir ou faire de la coercition

C. La Rhénanie et l'Espagne en 1936

1. King est ébranlé par l'événement et par son voyage en Europe
2. Il accepte secrètement de commencer à réarmer à la demande de GB (très timide)
 - Le réarmement commence en 37 mais l'armée se heurte au pacifisme de l'administration (de 15 à 37 millions sur un budget de 500)
3. Il pense qu'Allemagne ne respecte pas ses traités, trouve incroyable qu'elle ait pu en arriver là puisqu'Hitler a publiquement fait état de ses intentions
4. Mais il n'a pas de leadership (toujours d'accord avec le dernier qui a parlé)
5. Refuse que le Canada fasse une déclaration précisant que le pays est avec la Grande-Bretagne, refuse aussi de dire qu'il ne faut rien faire
6. Refuse que le Canada ait une position sur la guerre d'Espagne
 - La loi sur le recrutement étranger est voté pour empêcher les volontaires d'y aller
 - Interdiction de ventes d'armes canadiennes (mais les nationalistes en obtiennent)
7. Trop influencé par le Québec et Lapointe, ne peut parler directement aux Québécois, qui ne l'intéressent guère
8. Il espère que GB restera en dehors des problèmes européens
 - Parce que ça va compliquer sa tâche

D. Conférence impériale de 1937, rencontre avec Hitler

1. GB veut l'appui des dominions en cas de guerre
2. Australie et Nouvelle-Zélande accepte mais le Canada
 - King dit le parlement décidera
 - Quand il y aura une vraie crise on verra
3. En privé il dit qu'en cas de coup dur, le Canada sera là
4. Mais refuse un début de coopération économique
5. Refus aussi de la standardisation militaire
6. La conférence, dans son volet dissuasion, est un échec
7. Même si King dit à Hitler que le Canada sera aux côtés de GB
 - Il dit que lui, son parti et son pays déteste la guerre
 - Mais le réarmement a commencé car le Canada a des inquiétudes
 - A Göring il dit que l'empire sera derrière la Grande-Bretagne
 - i. En cas d'Anschluss le Canada sera avec GB
 - ii. Mais il faudra voir aussi selon les circonstances
8. Hitler le séduit
 - Il n'y a aucun problème qui ne puisse être réglé
 - Il a fait la guerre, sait ce que c'est et ne la souhaite pas
 - Comme lui les membres de son gouvernement ont connu la guerre
 - Même les gagnants seraient perdants
 - Mais la France n'a pas désarmé donc l'Allemagne doit le faire
 - La sujétion de Versailles était inacceptable
 - Il veut aider son peuple et la guerre n'aidera pas le peuple
 - Les nazis sont un rempart contre le communisme
 - Mais il ne faut pas que la Grande-Bretagne tente de contrôler l'Allemagne
 - King écrit dans son journal que les paroles d'Hitler «ont été un profond soulagement pour lui », voit Hitler comme une Jeanne d'Arc allemande
 - Le Canada ne fait rien lors de l'Anschluss en 1938
 - Jusqu'au début des hostilités en septembre 1939, il demeure convaincu qu'un arrangement sera possible

E. Munich et l'année 1939

1. Les événements de Munich
2. King est soulagé qu'il y ait une entente
3. Puis il est ébranlé quand l'Allemagne fait main basse sur la Tchécoslovaquie
4. Le Canada doit faire plus pour aider GB
5. Les dépenses militaires passent de 35 à 60 millions
6. La coopération militaire avec GB s'intensifie

7. En janvier 39 il dit publiquement qu'en cas de guerre le Canada sera avec GB
8. Le 30 mars, il dit que ce n'est pas automatique, il faudra voir, mais il n'y aura pas de conscription
9. Le 31 mars, Ernest Lapointe dit que le politique de l'Autriche ne fera pas disparaître les problèmes
 - Les nouvelles technologies militaires menacent les Canada
 - Le monde n'est pas peuplé d'êtres rationnels
10. Lors de la crise de Pologne, King croira qu'Hitler sera dissuadé

THÈME NO. 6: LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

I. DE LA DRÔLE DE GUERRE À LA GUERRE MONDIALE : ÉVOLUTION DU RÔLE DU CANADA

A. Les stratégies en présence

1. Pour les alliés, attendre et mobiliser leurs ressources plus grande (les 2 empires et l'arsenal américain)
2. Pour l'Allemagne, frapper vite pendant que le rapport de force lui est favorable

B. Le rôle du Canada dans cette stratégie

1. Le Canada fait partie des ressources qui doivent être mobilisées
2. Or le Canada décide d'une participation limitée dans la guerre
3. On envoie deux divisions en Grande-Bretagne en 1939-40
4. Le Canada rechigne à prêter 200 millions à la Grande-Bretagne

C. La chute de la France

1. Le gouvernement canadien se sent coupable de son manque d'effort
2. Le Canada devient le principal allié de la Grande-Bretagne
3. Des accords de défense sont signés avec les États-Unis
 - i. En cas de défaite britannique, les forces canadiennes passent sous commandement américain
 - ii. Cette entente n'est pas reconduite en 1941
 - iii. Les achats de guerre canadiens aux États-Unis sont inclus dans le prêt-bail
4. Ottawa accroît l'effort de guerre, le courant en faveur d'une guerre limitée est balayée (la dépendance économique du Canada face à USA s'accroît)

D. Les opérations militaires

1. En 1940, le Canada consent à la mise en place d'un corps expéditionnaire de deux divisions
2. Après Dunkerque en mai 1940, l'une d'elles est la seule unité avec de l'équipement lourd en Grande-Bretagne
3. Après la défaite de la France, King fait la loi sur les ressources mobilisables (enregistrement des jeunes hommes obligatoires)
4. Le Canada devient le centre de formation de l'aviation du Commonwealth
5. Une escadrille canadienne participe à la bataille d'Angleterre

6. Dieppe
 - i. Au niveau politique, montrer à l'URSS que l'Ouest fait son effort pour détourner l'Attention de l'Allemagne du front est
 - ii. Il y a débat sur le timing de l'ouverture d'un second front, les Anglais pensent qu'une telle opération doit se préparer longtemps à l'avance, les Américains veulent aller plus vite, donc un raid sur la côte française permettrait de tester une telle opération
 - iii. Les militaires canadiens manquent d'action, ils sont démoralisés
 - iv. Plus de la moitié des Canadiens (sur presque 5000), sont tués ou faits prisonniers
 - v. On a quand même tiré les leçons pour le débarquement de Normandie

6. La campagne d'Italie
 - i. La première armée canadienne y participe (250 000 hommes)
 - ii. Bataille d'Ortona (une des clés de voûte d'une ligne de défense allemande) qu'Hitler ordonne de défendre coûte que coûte

7. Le débarquement et l'avance en Europe
 - i. Une des 6 divisions qui débarquent est canadienne, on compte notamment le régiment de Maisonneuve
 - ii. La bataille de Scheldt (nov. 1944)
 - iii. Le nord de l'Allemagne (1945)

E. Les relations inter-alliées

1. Le Canada redevient une quantité négligeable avec l'entrée en guerre de USA
 - i. Il n'est pas consulté dans l'affaire des destroyers contre des bases à Terre-Neuve et ailleurs
 - ii. Durant les négociations de la Charte de l'Atlantique, il n'est pas consulté
 - iii. L'exemple de St-Pierre et Miquelon en 1941 (we are not a banana republic)

- iv. La conférence de Québec en 1943
- v. Les États-Unis refusent que le Canada ait un représentant dans l'État-major allié
- vi. Ils s'opposent même à ce que le Canada ait une mission militaire à Londres
- vii. Leur position est de dire que le Canada est représenté par l'empire
- viii. Dans les faits, le Canada aura l'équivalent d'une mission militaire à Washington et Londres
- ix. Dans les faits, le Canada n'est consulté que si son accord est absolument vital
- x. Les relations sont donc pire qu'avec Londres puisque les Anglais sont habitués à avoir des relations avec les Dominions
- xi. Dans les organisations civiles qui soutiennent l'effort de guerre, le Canada est au prise avec le même genre de problème
- xii. King joue mal son rôle, ne tient pas son bout, se contentant d'apparaître sur les photos officielles et de recevoir une petite tape dans le dos, une invitation à Washington

F. La politique fonctionnaliste

- 1. Devant cette situation, les diplomates canadiens conçoivent la politique fonctionnaliste
 - i. Le Canada n'est pas la République dominicaine, dans certains secteurs, sa contribution est aussi importante que celle des grandes puissances
 - ii. En de tels cas, le Canada (ou un autre pays dans une situation semblable) doit être consulté
- 2. Le cas de l'invasion de l'Italie
 - a. Le cas de la United Nations Relief and Rehabilitation Organization
 - i. L'agence doit venir en aide aux pays dévastés
 - ii. En tant que pays riche et intact, le Canada sera sollicité beaucoup comme contributeur
 - iii. Or, seul URSS, Chine, UK et USA sont sur le comité central
 - iv. Canada dit qu'il ne pourra contribuer s'il n'est pas inclus sur le comité central
 - v. Moscou ne veut rien savoir, ce qui incite Washington à être contre Canada, mais voyant que le Canada ne bluffe pas, les Américains cherchent compromis
 - vii. Le Canada est admis comme chairman du comité (dans les faits il est membre à part entière)

II. LE FRONT INTÉRIEUR

A. Le Québec, la guerre et la conscription

1. Le Québec a pris une part importante à l'effort de guerre canadien
 - i. 161 000 Canadiens français se sont enrôlés, soit 20% des effectifs, soit plus du triple que lors de la première guerre mondiale (30% de la population est francophone à l'époque)
 - ii. Les Québécois achètent des bons de la victoire dans les mêmes proportions que le Canada anglais, l'effort de guerre économique est considérable
 - iii. Cet effort de guerre québécois se fait en dépit de plusieurs facteurs
2. En 1941, seulement 2 des 28 centres de recrutement de l'armée sont francophones, et un bilingue. La fonction publique fédérale ne compte que 13% de francophones.
3. L'aviation et la marine sont unilingues.
4. La région métropolitaine nécessite une grande masse de main d'œuvre, ce qui a pu nuire aussi au recrutement des Québécois
5. Les Québécois sont soumis à une intense propagande contradictoire, celles des nationalistes (qui selon André Laurendau ont manqué le bateau) celle du Canada anglais, celle de ceux qui sont hostiles à l'Allemagne comme l'église, favorable à l'effort de guerre, etc.
6. En conclusion, il est totalement faux de dire que les Québécois n'ont pas fait leur part

B. L'effort de guerre québécois dans le contexte canadien et allié

1. Durant tout l'entre-deux-guerres les libéraux ont attaqué les conservateurs sur la crise de la conscription. En 1939 ils réitérèrent cette promesse lors des élections provinciales, et ils sont réélus en 1940.
2. L'effort de guerre qui est attendu du Canada de la part de la Grande-Bretagne est surtout économique (industries militaires, production industrielle et agricole)
3. Churchill dans ses mémoires blâment l'Australie pour avoir imposé la conscription, jamais il ne fait de reproche au Canada.
4. La conscription ne peut aller de pair avec cet effort économique
5. Malgré cela la pression est forte au Canada anglais
6. En décembre 1941, Honk Kong tombe (deux bataillons canadiens s'y trouvent)
 - a. On s'émeut dans les milieux conservateurs du manque d'efforts et de préparation du Canada, l'armée manquerait de recrues (ce qui est faux)
 - b. La tournure de la guerre va mal. On réclame la conscription, comme si le Canada pouvait faire une si grosse différence

- c. Le Québec doit faire son effort et ne le fait pas selon plusieurs au Canada anglais
 - d. Le 27 avril 1942, King organise un référendum sur sa promesse de 1939, 80% des Canadiens anglais votent oui, au Québec c'est non à 72,9% (campagne fortement émotive)
 - e. King est ébranlé et décide de ne pas imposer la conscription tout de suite, il ne s'y résout qu'en novembre 1944, très peu de conscrits au finish auront été envoyés en Europe, encore moins auront combattu.
7. La représentation de la guerre au Québec
- a. On garde un souvenir voulant que le Québec ait refusé de se battre, c'est faux mais pourquoi
 - b. La crise de la conscription obnubile notre mémoire, c'est la seule chose qui vient à l'esprit
 - c. Plusieurs au Canada anglais nous ont dépeint comme ne voulant pas se battre
 - d. Les historiens se sont peu intéressés au rôle militaire du Québec depuis 30 ans
 - e. Il existe un courant pacifiste important au sein d'une partie des élites québécoises, notamment les écrivains et les cinéastes, ce sont leurs œuvres qui nous rappellent la guerre, or celle-ci est presque totalement absente
 - f. Quand elle ne l'est pas, le héros c'est celui qui refuse la guerre ou qui s'oppose à la conscription
 - g. On présente aussi les Québécois comme des pions dans le jeu d'échec des grandes puissances
 - h. Ou on tourne la guerre en dérision (La guerre, yes sir! De Roch Carrier)
 - i. On garde un sentiment de malaise pour ceux d'entre-nous qui ont combattu le nazisme, alors qu'en fait on devrait être très fier d'eux

C. Les femmes et la guerre

- 1. Avant la guerre, il y avait 600 000 femmes sur le marché du travail, ce nombre double à la fin. On garde l'image d'une époque qui a permis un bond en avant dans le chemin de l'égalité de la femme mais c'est largement faux. En fait on a redessiné les frontières sexuelles mais on ne les a pas éliminées.
- 2. Le travail des femmes
 - i. Le gouvernement manque de main d'œuvre et les femmes sont vues comme un réservoir de main d'oeuvre
 - Elles ne demandent aucunement le droit de travailler
 - ii. En 1942, le gouvernement crée le national selective service, pour permettre le travail des femmes à plus grande échelle
 - i. On destine les femmes à des travaux féminins

- Toutes les particularités du travail domestique en temps de guerre sont confiées aux femmes (rationnement, récupération, etc)
 - Autrement, on les destine à des emplois de serveuses, cuisinière, travail dans les hôtels etc.
 - On pense surtout aux femmes célibataires, on se tourne ensuite vers les femmes mariées sans enfant, en dernier recours on fera appel
 - Au fur et à mesure qu'on élargit les tâches que les femmes peuvent faire (travail en usine, on féminise ces professions)
 - On met en place un système de garderie pour les femmes qui travaillent dans l'industrie de guerre seulement
 - Le tout est démantelé après la guerre
 - Les femmes mariées n'auront pas le droit de travailler dans la fonction publique fédérale
3. Les femmes dans l'armée
- i. Les femmes veulent servir
 - Des associations para-militaires féminines voient le jour
 - Elles demandent à entrer dans l'armée
 - Le gouvernement n'est pas très ouvert à cette idée mais finit par s'y ranger
 - ii. Comment intégrer les femmes et quelles tâches feront-elles?
 - Doit-on les intégrer directement à l'armée ou créer des corps séparés? Trois corps séparés sont formés (armée, marine, aviation)
 - Quelles tâches feront-elles?
 - a. Les associations paramilitaires apprenaient à tirer, lire des cartes, etc.
 - b. Ces tâches ne doivent pas être assignées aux femmes, elles viendront en appui dans des travaux semblables à celles qu'elles faisaient dans la vie civile (travail de bureau, téléphonistes, serveuses, cuisinière)
 - On élargit ces tâches au fur et à mesure que la guerre continue (plus la menace est grande plus les femmes jouent un rôle important, ce n'est pas le cas du Canada)
 - a. Les femmes peuvent-elles conduire des véhicules lourds
 - b. Plier un parachute, un travail de femmes
 - Elles sont moins bien payées et ont moins de bénéfices (de 2/3 elles passent à 4/5)
 - Les officiers des corps féminins ont un rang inférieur à leurs vis-à-vis masculins
4. La réaction aux femmes militaires dans la société
- i. La société était très traditionnelle et pour mobiliser les femmes dans l'armée, plus encore que pour les faire travailler, il fallait fouler aux pieds l'idée que la femme idéale restait au foyer, en plus de bouleverser les habitudes de vie

- La grande question est : resteront-elles des femmes? Ne risquent-elles pas de devenir autoritaire? Les sondages montrent qu'une majorité de Canadiens s'opposent?
 - ii. On va jouer un peu sur le registre égalitaire : les femmes réalisent de grandes choses, elles sont capables
 - iii. On va dire que c'est temporaire
 - iv. On va tenter de donner l'image qu'elles conservent leurs qualités traditionnelles
 - L'accent est mis sur l'élégances des uniformes, dont on essaie d'améliorer l'apparence
 - Des campagnes de sensibilisation pour faire accepter les femmes en pantalon sont mises de l'avant
 - Des concours de miss armée sont organisés
 - Le maquillage est permis
 - Dans les campagnes de recrutement, l'armée vend l'idée que le recrutement des femmes sert à protéger leurs maris et leurs frères, l'engagement féminin permet de ramener les hommes à la maison plus rapidement
 - On présente les femmes dans des fêtes avec les soldats, le message étant que les femmes qui s'engagent ne sont pas laissées derrière
5. La moralité des femmes militaires est-elle menacée?

THÈME NO. 7 : LE CANADA ET LA GUERRE FROIDE

I. LE CANADA ET L'ONU

A. La situation canadienne en 1945

1. Le pays n'a pas été dévasté par la guerre
2. Sa capacité industrielle a été multipliée plusieurs fois
3. L'épargne des ménages est abondante
4. Le Canada compte la troisième flotte du monde
5. Un million d'hommes et de femmes servent sous les drapeaux
6. Le pays est la 4ème puissance mondiale après les USA, l'URSS et la GB
7. Analogie avec les États-Unis
8. Ottawa voudra-t-il jouer un rôle à la mesure de son nouveau statut

B. Les principes de St-Laurent

1. En janvier 1947, Louis St-Laurent prononce un discours à l'Université de Toronto, il y énonce ce qu'il croit devoir être les principes directeurs de la politique étrangère du Canada
 - i. L'unité nationale doit être au centre de la politique étrangère, le Canada ne doit plus se diviser
 - ii. La démocratie est le meilleur remède contre les politiques agressives
 - Ça ne veut pas dire que le pays interviendra constamment dans les affaires intérieures des autres États, ça veut dire qu'il cherchera ses amis auprès de ceux qui ont les mêmes traditions politiques
 - Les menaces à la liberté de l'Europe de l'Ouest sont une menace à notre mode de vie (le Canada est donc prêt à la guerre pour l'Europe)
 - Le sens de ces principes : ne rien faire mène au pire, on échappe pas aux problèmes internationaux parce qu'on est loin et le Canada doit par conséquent avoir une politique internationale engagée
 - Dans l'esprit de St-Laurent, pour qu'une puissance moyenne ait de l'influence, elle doit avoir une politique responsable, faire sa part et entretenir de bonnes relations avec les grandes puissances. De cette façon, Ottawa aura de la crédibilité auprès des grands et pourra ainsi faire valoir son point de vue

C. Résister à la Grande-Bretagne

1. La décision finale d'aller de l'avant avec l'ONU a lieu en 1943 lors d'une conférence à Moscou
2. Les britanniques envisagent qu'il y ait une représentation impériale à l'ONU
 - Churchill revient avec cette idée à plusieurs reprises
 - En 1944, à Toronto, bastion des impérialistes, Lord Halifax, ambassadeur britannique, évoque un monde où le Commonwealth resserre ses liens
 - King dit non, ce sera l'ONU qui déterminera la politique canadienne
 - A Churchill il dit que le Commonwealth ne parle pas d'une seule voix et que donc il est impossible de jouer un rôle unique
 - Dans l'affaire des trois votes à l'URSS et de la comparaison que cette dernière fait avec la Grande-Bretagne qui aurait 6 votes (Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Canada et Irlande) les diplomates canadiens expliquent ad nauseam que les deux situations sont totalement différentes
 - King ne veut pas donner l'image d'un pays noyé dans le Commonwealth, ce qui nuirait à sa marge de manœuvre
 - Pour St-Laurent, le Commonwealth doit être une organisation neutre et ne pas être au service de Grande-Bretagne, le Canada doit s'opposer au fait que cette organisation poursuive des objectifs contraires à sa politique étrangère

D. Quelle place pour les grandes puissances et les puissances moyennes?

1. Il faut accepter nos responsabilités internationales, notamment le fait que notre sécurité se trouve dans des organisations internationales fortes
2. Pour le Canada, puissance et responsabilité doivent aller de pair
3. Ce qui veut dire que les grandes puissances doivent avoir un rôle plus grand que les autres
4. Mais le principe fonctionnaliste doit s'appliquer, donc les puissances moyennes doivent avoir leur rôle à jouer
5. Surtout que le Canada va contribuer à la reconstruction de l'Europe, notamment en finançant une partie du plan Marshall et en donnant beaucoup d'argent à la Grande-Bretagne
6. D'où le principe des membres non-permanents au Conseil de sécurité

E. L'épreuve des faits ou les difficultés de rompre avec l'isolationnisme

1. L'affaire de la Corée
 - i. King demeure méfiant du monde extérieur et craint que le Canada, à travers l'ONU, puisse être amené à faire la police en Europe, au Japon, en Palestine ou ailleurs
 - ii. En 1947, St-Laurent accepte que le Canada fasse partie d'une commission de l'ONU qui doit superviser des élections en Corée
 - iii. King est frustré de ne pas avoir été consulté. Il pense que le Canada n'a pas d'intérêt dans ce pays, s'il y a une guerre nous y serons entraînés, etc.
 - iv. Il intime l'ordre à St-Laurent de revenir sur sa décision
 - v. St-Laurent verrait sa crédibilité détruite, il menace de démissionner (d'autres ministres le suivraient) et King finit par reculer
2. La naissance d'Israël
 - i. Les juifs étaient auparavant exclus de plusieurs sphères de la société
 - ii. La Révolution française les a affranchis, d'où la naissance de l'anti-sémitisme
 - iii. En 1897, Théodore Herzl lance le projet sioniste, recréer un foyer national juif en Palestine
 - iv. Les juifs commencent à y immigrer, la GB donne officiellement son appui avec la déclaration Balfour en 1917
 - v. Des tensions naissent entre les deux communautés
 - vi. En 1937, Lord Peel fait un rapport et propose la partition, proposition qui divise les juifs et qui est rejetée par les Arabes, ces derniers lancent une grève qui va durer 2 ans
 - vii. En 1939, la Grande-Bretagne, dans un livre blanc, promet un État pour la région
 - viii. A partir de 1941, les Allemands mettent en place la solution finale

- ix. En 1945, des centaines de milliers de juifs sont dans des camps de réfugiés en Europe et on ne sait pas quoi en faire
 - x. En 1946, un comité anglo-américain se penche sur la question et disserte sur le nombre de juifs qu'il serait souhaitable de faire entrer en Palestine, c'est intenable
 - xi. En février 1947, on passe le problème à l'ONU où un comité est formé pour étudier la question
3. Le Canada et la question juive
- i. Le Canada avait une politique d'immigration blanche, idéalement anglo-saxonne. Dans cette perspective, les juifs sont les pires immigrants que le pays puisse recevoir, autant que les Chinois ou les Japonais
 - ii. Que faire face aux juifs allemands qui veulent venir au Canada pour des motifs humanitaires et politiques? On les refuse (le Canada déporte des juifs vers l'Allemagne jusqu'à 1939)
 - iii. Le problème prend de l'ampleur et une conférence internationale a lieu, à Évian en 1938, sur cette question. GB demande aux Dominions d'accepter des juifs car elle ne les veut pas tous en Palestine. L'Australie accepte d'en recevoir 15 000, le Canada 0.
 - iv. Durant la guerre, la politique de refus des juifs est pratiquement maintenue à 100%, elle l'est encore en 1947-48 (le lobby juif n'infléchit aucunement cette attitude)
 - v. Mais il y a un sentiment de culpabilité face aux juifs dans l'opinion publique et la presse. Il faut régler le problème des réfugiés, ce qui exclut de les accueillir en grand nombre mais permet de les envoyer en Palestine (69% des Canadiens y sont favorables).
4. Malgré tout, la politique du Canada consiste à ne pas en avoir
- i. Le président Truman veut plus de réfugiés juifs en Palestine et demande à Ottawa de faire pression sur Londres, Ottawa refuse
 - ii. Le lobby juifs presse Ottawa en ce sens
 - iii. Le gouvernement ne fait rien
 - iv. Quand on découvre que des bateaux achetés au Canada servent à faire entrer clandestinement des juifs en Palestine, Ottawa consulte Londres et met fin à ce trafic
 - v. Quand le comité de l'ONU est formé, les diplomates et les responsables politiques pensent que le Canada ne doit pas en faire partie, mais que faire si l'ONU ou les États-Unis le prient de le faire?
 - vi. Mais les Américains souhaitent que le Canada fasse partie du comité car c'est un État responsable, non lié au conflit et qui n'est pas une grande puissance (les États-Unis ne veulent pas que l'URSS soit sur le comité, il faut donc y exclure toutes les grandes puissances)
 - vii. Ottawa accepte et nomme deux experts dits «indépendants», le diplomate Léon Mayrand et le juge Cleveland Rand (celui de la formule), mais peut-

on imaginer que le Canada puisse se dissocier de l'opinion des deux experts qu'il aura lui-même nommé

5. La décision de l'ONU
 - i. Le comité vote majoritairement pour la partition, dont les deux Canadiens
 - ii. Lors d'un vote subséquent, le 29 novembre 1947, le Canada vote pour la partition, le total des votes est 33 pour, 13 contre et 11 abstentions
 - iii. La Grande-Bretagne refuse et annonce qu'elle va se retirer de Palestine le 15 mai
 - iv. La journée même, Israël proclame son indépendance, reconnue aussitôt par les États-Unis et l'URSS

6. King va au mariage d'Elizabeth et du prince Philip, il est briefé par Ernest Bevin (ministre des affaires étrangères britanniques) et il adopte une position pro-Grande-Bretagne
 - i. Le Canada refuse de reconnaître le nouvel État
 - ii. Il refuse que l'ONU fasse des pressions sur les belligérants pour qu'intervienne un armistice, une position identique à celle de GB qui veut ménager ses amitiés arabes
 - iii. Cette situation est totalement contraire à celle que le Canada avait adopté sur le comité et tout ça dure jusqu'au départ de King. En novembre 1948, Pearson devient ministre des affaires étrangères, le Canada va dès lors mettre de la pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle reconnaisse Israël et consente à encourager un cessez-le-feu via une résolution des Nations-Unies
 - iv. Le Canada reconnaît Israël en décembre 1948 et la Grande-Bretagne fait de même
 - v. Rarement la politique étrangère du Canada aura été aussi incohérente

II. QUE FAIRE SI L'ONU EST PARALYSÉE

A. L'affaire Gouzenko et les débuts de la guerre froide

1. En 1941, le Canada était devenu un allié de l'URSS et celle-ci avait ouvert une ambassade à Ottawa en 1942
2. Igor Gouzenko, accompagné de sa femme, est envoyé à l'ambassade, il s'occupe du codage et du décodage des messages qui sont envoyés et reçus par l'ambassade, rôle qui le met au courant du réseau d'espionnage soviétique en Amérique du Nord, notamment l'espionnage atomique
3. Gouzenko a été élevé dans le système communiste, avec l'hostilité inhérente au mode vie occidental
4. Quand il arrive au Canada, il est frappé par la sincérité des Canadiens dans leur effort pour venir en aide à l'URSS
6. Il voit le niveau de vie qui, même en temps de guerre, est beaucoup plus élevé que chez lui

7. En 1944, il est frappé par la façon paisible avec laquelle se déroule les élections
8. Tout ça pendant que l'URSS espionne le Canada
9. Il décide de faire défection. Le 6 septembre 1945, il se rend au ministère de la justice où l'on ne comprend pas trop ce qu'il veut, on refuse de le croire, King est informé et décide de ne rien faire
 - King est vieux et, pour un petit pays, défier l'URSS n'est pas une petite affaire (l'anecdote de de Gaulle à Moscou, ibid Pearson en 1955, après 18 vodkas, Krouchtchev lui dit seuls les Russes et les Allemands savent ce que c'est que la guerre, l'OTAN va se débâter, la géographie ne sauvera pas le Canada cette fois)
 - Gouzenko tente de donner son histoire au Ottawa citizen et on la refuse
 - le soir même son appartement est cambriolé par des agents russes
 - le lendemain, Norman Robertson entend parler de l'histoire car Gouzenko se représente à nouveau au gouvernement. Un des responsables des services secrets britanniques se trouve en visite à Ottawa, il conseille aux Canadiens de l'écouter
 - La GRC le prend, ainsi que sa famille, et le cache
 - Les documents qu'il a en sa possession sont traduits rapidement et révèlent l'opération d'un réseau d'espionnage sans précédent au Canada et aux États-Unis
10. Cette affaire constitue le début de la guerre froide. Les relations entre l'Ouest et l'URSS se dégradent singulièrement par la suite. L'ONU est paralysée et ne peut assurer la sécurité, tandis que l'Europe de l'Ouest se sent menacée par l'URSS, et ce au moment même où les partis communistes français et italien ont le vent dans les voiles

B. La création de l'OTAN

1. Devant le blocage qui existe à l'ONU, on réfléchit au Canada à ce qui pourrait assurer la sécurité collective
2. L'idée naît, en théorie permise par l'article 51 de la charte de l'ONU, de créer un regroupement régional visant à assurer la sécurité (ce que conteste l'URSS)
3. Pour le Canada, la présence américaine dans le monde est essentielle. Mais de par son appartenance à la famille britannique, le Canada n'est pas à l'aise avec une alliance avec les seuls Américains (Churchill avait critiqué les accords de 1940). L'Otan aurait l'immense avantage de réunir les deux partenaires dans la même alliance
4. Le 18 septembre 1947, Louis St-Laurent en parle lors d'un discours à l'ONU

- i. Les nations qui cherchent la paix ne peuvent accepter que le Conseil soit paralysé
 - ii. Si elles sont obligées, elles peuvent rechercher la sécurité à travers une organisation réduite de pays démocratiques
 - i. Plusieurs pays (dont GB et USA) demandent au Canada de mettre de l'avant des propositions concrètes
5. Des négociations sont entamées entre GB, Can. et USA. Elles sont élargies ensuite
 6. L'idée de St-Laurent est de forger une alliance militaire, politique et économique qui deviendrait un pôle d'attraction pour l'Occident
 7. L'affaire pose problème car il existe encore un fort courant isolationniste aux États-Unis. Washington doit-il s'impliquer plus sur la scène internationale via la signature d'une alliance permanente en temps de paix, ce que souhaite les Européens et le Canada.
 8. Le Canada rejette l'idée d'une garantie présidentielle américaine
 9. Truman est réélu en 1948 aux États-Unis, ce qui représente la défaite des isolationnistes, l'OTAN va aller de l'avant
 10. Le traité de l'Atlantique Nord est signé le 4 avril 1949, on y adjoint une superstructure permanente
 11. Le traité fait place à des clauses de coopération économique, ce que souhaitait le Canada, mais qui ne donneront pas lieu à des développements importants

C. Le Canada et la crise de Suez

1. Le canal relie la Mer rouge à la Méditerranée, il est construit en 1869
2. Une convention de 1888 prévoit qu'une compagnie opère le canal, la Grande-Bretagne détient la majorité des actions de cette compagnie
3. Le canal est une voie maritime très importante, deux fois plus que Panama
4. Nasser arrive au pouvoir en Égypte et se lance dans une campagne anti-colonisation qui énerve la Grande-Bretagne, tout en faisant de la surenchère entre l'Est et l'Ouest
5. En 1956, après ne pas avoir obtenu de financement pour le barrage d'Assouan, il nationalise le canal en disant que l'argent lui servira pour le barrage (ce qui est un prétexte)
6. Une conférence tenue à Londres en 1956 échoue à résoudre le problème
7. Les États-Unis craignent une intervention armée et demande au Canada d'user de son influence pour éviter une telle crise
7. La Grande-Bretagne, la France et Israël montent une opération conjointe contre Égypte en secret, sans le dire à USA
8. En octobre, les Israéliens attaquent l'Égypte et, prenant prétexte du conflit, les franco-britanniques bombardent puis occupent la zone du canal
10. Les Américains sont très frustrés (Ike est en campagne électorale, il y a la crise de Hongrie, l'intervention discrédite l'Ouest, etc.)

11. Louis St-Laurent pense exactement la même chose, en plus, le fait que les États-Unis et la Grande-Bretagne soient en porte-à-faux met le Canada dans une position particulièrement difficile (St-Laurent parle de l'ère révolue ou l'Europe pouvait jouer au supermen du monde)
12. Pour Pearson, il faut permettre à France et Grande-Bretagne de se retirer de la zone du canal tout en sauvant la face
13. Il se rend donc à l'ONU où, après avoir refusé de condamner l'opération franco-britannico-israélienne, il propose le déploiement d'une force de maintien de la paix sous commandement de l'ONU, solution qui sera finalement acceptée par tous
14. Tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande vont rester fidèles à la Grande-Bretagne durant la crise, l'attitude du Canada va être condamnée par l'opposition conservatrice, qui va gagner les élections l'année suivante. La crise de Suez aura coûté des voix aux libéraux.

THÈME NO. 8: LES RELATIONS INTERNATIONALES DES PROVINCES ET DU QUÉBEC

I. Les relations internationales des provinces

A. Une situation qui existe depuis longtemps

1. Avant la confédération, certaines colonies britanniques d'Amérique du Nord avaient des agents à Londres qui s'occupaient de commerce et d'immigration
2. Cette situation a perduré jusqu'à la fin du XIX siècle
3. Elle reprend dans la deuxième moitié du XXème siècle
4. Les provinces (Ontario, Alberta et Québec) ont des bureaux aux États-Unis pour s'occuper de questions économiques et financières
5. En 1973, la conférence des premiers ministres de l'Est du Canada et des gouverneurs du Nord-est des États-Unis est mise sur pied.
6. On y traite de problèmes environnementaux (pluie acide)
7. De questions énergétiques
8. On veut faire du lobby sur les gouvernements fédéraux respectifs

B. Le gouvernement fédéral s'accommodait de cette situation

1. Parce qu'elle touche plusieurs provinces
2. Parce que ces relations concernaient la Grande-Bretagne et les États-Unis

3. Et elles répondaient à des nécessités évidentes (exemple récent, Ralph Klein rencontre Dick Cheney pour parler de questions énergétiques, ça se passe plutôt bien)

II. Les relations internationales du Québec à partir de 1960

A. Les relations internationales du Québec avant 1960

1. Les politiciens québécois se rendaient souvent à Londres pour plaider leur cause (Papineau, Cartier, Mercier, etc.)
2. Le Québec avait eu un représentant à Paris à la fin du XIX^{ème} siècle, le sénateur Hector Fabre, qui sera ensuite employé par le Canada.
3. En 1944, Duplessis ouvre un bureau à New York pour les questions financières
4. Il se rend une fois en Écosse et ne visitera jamais l'Europe continentale
5. Il avait une piètre opinion des Français

B. La perspective québécoise et nouveaux besoins à partir de 1960

1. Le Québec développe le secteur public et la mise sur pied de l'État québécois exige une certaine expertise et de la main d'œuvre (manuels scolaires en français, experts pédagogiques, professeurs d'université, etc.), la France possède tout cela en français
2. Il y a un désir d'aller voir ce qui se fait ailleurs et d'échanger, la France est encore une fois un partenaire qui s'impose
3. Pour des raisons évidentes, le Québec puise dans la culture française, l'idée de relations officielles avec la France tombe sous le sens
4. A partir de 1964-65, la question va devenir de plus en plus politique et constitutionnelle, la France sera vue comme un allié vers lequel se tourner

C. La perspective française avant 1958

1. Après 1760, la France oublie totalement son ancienne colonie
2. Tocqueville visite le Canada dans les années 1830, en parle dans *De la démocratie en Amérique*, il est surpris que le peuple français du Canada existe toujours
3. Les circonstances font que l'écrivain Alfred de Vigny s'intéresse au Canada français en 1839
 - Il a épousé une Anglaise
 - Il est à Londres en 1839 car son beau-père meurt
 - Il assiste au dépôt du rapport Durham, approuvé par les Lords
 - Vigny est frappé de ce que de Durham propose, discute en vain avec lui pour l'en dissuader
 - Il rencontre Louis-Joseph Papineau

- Il prend la plume pour alerter l'opinion en fustigeant la politique de la France et en expliquant la situation précaire du Bas-Canada
- Le texte n'est pas publié de son vivant
- 4. L'historien et politologue André Siegfried vit au Canada au début du XX^e siècle et écrit «Le Canada des deux races »
- 5. Ça reste épisodique mais il y a un petit regain d'intérêt pour la période de 1871 à 1914
 - La France a perdu et elle se questionne
 - Le Canada a un haut taux de natalité
 - Les voyages officiels (la Capricieuse en 1855, Mercier et Laurier vont en Europe, la France ouvre des consulats à Québec, Montréal et Halifax
 - Après 1914, ça retombe, même si le Canada participe aux deux guerres mondiales

D. La perspective française après 1958

1. De Gaulle revient au pouvoir
 - Il est né en 1890, d'un père instituteur d'histoire
 - Il grandit durant cette période où il y a en France un regain d'intérêt pour le Canada
 - L'appel aux Canadiens français de 1940 (la France saura croire et voir)
 - De Gaulle face aux Canadiens français durant la guerre
 - L'idée de la France chez de Gaulle : la grandeur
 - i. Messianique par ses idées politiques et sa culture, porteuse d'un message universel
 - ii. Ce message portera d'autant plus qu'elle sera forte
2. La France en 1958
 - De Gaulle en assez d'une France qui s'efface (il est marqué par la période de l'entre-deux-guerres
 - La défaite de 1940 et la scission du monde en deux blocs avec la Guerre froide exacerbent se sentiment
 - i. Le ministre de la défense c'est IKE
 - ii. Le ministre des affaires étrangères c'est John Foster Dulles
 - iii. Le ministre de la reconstruction c'est l'abbé Pierre
 - iv. Cette situation empêche la France de jouer son rôle
3. La France doit donc secouer les deux blocs. Comment?
 - En mettant fin à la guerre d'Algérie qui la paralyse
 - En décolonisant le reste de l'empire, qui est devenu un poids plus qu'un atout
 - En ayant une politique de défense nationale, fondée sur la puissance nucléaire, ce qui lui augmentera son statut politique face aux USA et à l'URSS
4. Livrer un message d'autodétermination

- Contre les blocs
 - Face au tiers-monde
5. Le voyage au Canada de 1960
 - Ottawa, Québec et Montréal
 - La visite des plaines d'Abraham
 - Les conclusions de de Gaulle : le double problème
 - i. Malaise entre le Canada français et la France
 - ii. Problème entre le Canada anglais et le Canada français
 - iii. Sentiment de culpabilité face aux Canadiens français, et idée qu'il faut réparer
 6. L'ouverture de la Maison du Québec en 1961
 7. La visite de Malraux en 1963 et l'exposition sur la technologie française
 8. L'évolution de la pensée gaullienne en 1963 (il teste Lesage mais n'insiste pas)
 9. La DGQF en 1964
 10. Peu impressionné par le désir de Pearson que le Canada prenne ses distances des États-Unis (mais de toute façon cela se situe sur deux plans distincts)
 11. Les premiers accords de coopération en 1964-65
 - La France source de modernité pour l'État québécois
 - i. La Caisse de dépôt et de placement
 - ii. L'ÉNAP calquée sur l'ÉNA, avec le programme d'échange de stagiaires
 4. Les thèses de Gérard Bouchard sur l'américanité des Québécois et ses effets sur les relations internationales du Québec

E. L'arrivée de Daniel Johnson et l'impact du débat constitutionnel sur les relations internationales du Québec

1. Lesage au départ ne réclamait pas un nouveau partage des pouvoirs, il voulait que le Québec assume pleinement ses champs de compétence
2. D'où la doctrine Gérin-Lajoie en 1964
3. Lesage évolue et affirme ensuite le lien entre le peuple canadien-français et l'État du Québec, s'appuyant sur la thèse des deux peuples fondateurs
4. Il fait un voyage dans l'Ouest sur ce thème en 1964 et son message est particulièrement mal reçu
5. Daniel Johnson pousse plus loin avec son livre «Égalité ou indépendance»
6. Ayant peu d'alliés au sein même du Canada, il est tenté d'élargir le débat au niveau international, il cherche un meilleur rapport de force
7. D'où l'idée de se tourner vers de Gaulle, un personnage sans équivalent
8. Il presse le Général de venir au Québec pour l'Expo

F. Le voyage de 1967

1. L'idée de venir en bateau
2. Le Général veut marquer le coup
3. L'arrivée à Québec et le message livré
4. La journée du 24 juillet
5. La réception en France du «Vive le Québec libre »
6. La thèse de l'emportement

G. Plus Québécois que les Québécois

1. Le Général rentre en France et il veut en rajouter
2. La mission Peyrefitte
3. La réponse de Johnson
4. La conférence des pays francophones sur l'éducation en 1968
5. L'OFQJ
6. L'attitude de Bertrand
7. Bilan de la politique gaullienne : la France prend acte

H. L'attitude d'Ottawa et l'arrivée de Trudeau

1. St-Laurent avait évoqué la France, mais rien ne s'était fait pour améliorer les relations avec celle-ci (selon l'historien Robert Bothwell, il n'y avait aucune chance que des relations importantes se tissent avec la France)
2. Diffenbaker ne s'occupe pas des relations franco-québécoises
3. Pearson s'en préoccupe, il est ouvert aux revendications du Québec. Ce dernier est une nation dans la nation, il est ouvert au dualisme
 - En 1964, il travaille avec le Québec à faire en sorte que ce dernier obtienne des privilèges quasi diplomatiques pour sa représentation à Paris
4. En 1968, Trudeau devient premier ministre
 - Ni totalement anglophone, ni francophone, très bilingue
 - Pour lui, la langue est une question individuelle, sans rapport avec le contexte socio-culturel
 - Ce qui l'amène à rejeter le nationalisme québécois (et Canadien)
 - Et à rejeter toute territorialité pour le Canada français, dont le Québec ne saurait être le foyer principal
 - Les droits linguistiques seraient reconnus partout au Canada sur une base individuelle dans une charte des droits
 - Les 10 provinces sont égales et la reconnaissance des droits linguistiques feraient en sorte que francophones et anglophones seraient partout chez eux au Canada
 - Le gouvernement fédéral fera la promotion du bilinguisme partout
 - Il sera ainsi le gouvernement national, celui qui est au-dessus des divisions ethniques et rassemble tout le monde

- Il doit être présent dans la vie des Canadiens, quitte à ne pas respecter les compétences des provinces
- Dans un monde idéal, les Canadiens devraient tous être bilingues
- Renforcer le français au Québec contribue à éloigner celui-ci du Canada bilingue souhaité par Trudeau
- Il faut donc abattre le nationalisme québécois qui prône, soit un Québec français ou un Québec indépendant, ces deux éléments constituant les deux faces de la même pièce

I. Le sens des relations franco-québécoises en regard de la politique trudeauiste

1. La France gaullienne établit des relations directes seulement avec le Québec, pas avec les autres provinces, ce qui brise l'égalité souhaitée par Trudeau et renforce de facto le statut politique du Québec
2. Sa coopération renforce l'identité francophone du Québec, ce que la France recherche
 - Avec les échanges d'étudiants et de jeunes, de chercheurs.
 - Avec la coopération linguistique devient importante, surtout avec la loi 22 en 1974
3. La France appuie la participation autonome du Québec à la francophonie, dont la caution et l'apport et lui sont importants
4. Tout ça vient contrecarrer la politique de Trudeau
5. Il faut donc faire en sorte que la France ne traite qu'avec Ottawa seulement
6. Il faut aussi qu'elle tisse une coopération avec tout le Canada au lieu du seul Québec
7. Et pour ce faire on doit lui faire voir qu'on parle français partout au Canada

J. Le choc des visions, le poids de la coopération et la question du Québec en France

1. Les ministres français doivent-ils aller à Ottawa?
 - De Gaulle n'était pas allé et avait interdit à ses ministres de le faire
2. Le problème vu par Pompidou
 - Un homme plus pragmatique
 - Qui est favorable aux relations franco-québécoises, comme plusieurs de ses conseillers
 - Qui doit tenir compte de l'attachement à l'héritage gaulliste au sein de son parti
 - Qui décide donc de maintenir le cap sur les relations franco-québécoises, sans aller plus loin que ce que le Québec souhaite
3. L'affaire des visites à Ottawa : le sens des querelles protocolaires

- En septembre 1969, le ministre français de Lipkowski se rend à Québec pour une affaire touchant les relations franco-québécoises
 - Trudeau insiste pour qu'il aille d'abord à Ottawa, pour montrer que les relations avec la France passent d'abord par le gouvernement fédéral
 - Paris perçoit la manœuvre ainsi et de Lipkowski reçoit l'ordre de ne pas aller à Ottawa
 - Cette question va hanter les relations franco-québécoises pendant plusieurs années jusqu'à aujourd'hui
4. La participation du Québec à la francophonie et à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT)
 - Le Québec et Ottawa s'entendent sur un modus vivendi pour la participation du Québec aux conférences en éducation, le ministre québécois de l'éducation dirige la délégation canadienne
 - i. Le fédéral est ici en position de faiblesse
 - ii. Accompagnée si possible sous l'insistance d'Ottawa par le ministre de l'éducation de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, d'où une enflure de la représentation canadienne
 5. Le sens des célébrations du 400ème anniversaire du Canada à l'île Sainte-Croix
 - L'aide canadienne aux pays de la francophonie
 - Le Québec va vouloir participer de façon autonome à l'ACCT. L'idée de créer une telle agence est prise à Niamey au Niger en 1969, une deuxième réunion doit avoir lieu pour prendre les décisions finales en mars 1970.
 - i. Le Québec souhaite y avoir un statut et le gouvernement fédéral refuse obstinément
 - ii. Sur proposition de la France, le Québec obtient finalement le statut de gouvernement participant
 6. Le problème vu par Valéry Giscard d'Estaing
 - Un président non-gaulliste
 - Il a vécu au Québec
 - En 1974, il décide de recevoir Pierre Trudeau en visite officielle, avant Robert Bourassa
 - Leurs relations sont mauvaises
 - Mais elles ne se situent pas sur le même plan qu'avec le Québec, comme en atteste la visite de Robert Bourassa deux mois après celle de Pierre Trudeau
 7. Le problème québécois à partir du 15 novembre 1976
 - Giscard ne suit pas la question
 - La droite est divisée
 - Le RPR et la question du Québec
 - L'impact de la culture sur les relations franco-québécoises
 - L'évolution de la presse et de l'opinion publique

- L'évolution de Giscard
- i. La visite d'Alain Peyrefitte en septembre 1977
- ii. La visite en France de René Lévesque en novembre 1977
- iii. Giscard les Français du Canada

- 8. Giscard et sa vie au Québec
- 9. Le soutien et l'appui de la France (contrairement à la position américaine)

- 10. L'arrivée de François Mitterrand
 - Son attitude face au «Vive le Québec libre »
 - Ses premières rencontres avec René Lévesque
 - La question du sommet des pays francophones
 - La réaction de Mitterrand face à la participation du Québec
 - Le poids de la coopération franco-québécoise au début des années 80
 - Le poids de la coopération franco-canadienne
 - L'attitude de René Lévesque et l'évolution de François Mitterrand
 - L'arrivée de Mulroney en 1984
 - Bourassa au premier sommet des pays francophones

- 11. Le référendum de 1995
 - La situation des relations franco-québécoises sous Robert Bourassa II
 - Volonté de relance du PQ en 1994
 - Visite de Jacques Parizeau à Paris en janvier 1995
 - La situation de la droite et de Jacques Chirac en janvier 1995
 - L'affaire de l'International socialiste
 - L'identité française et la question québécoise
 - i. Une France messianique
 - ii. Qui refuse l'intégration supranationale
 - iv. Et qui doit se tourner vers de grands projets

 - iv. Une France capable d'interpeller une partie importante de l'opinion publique
 - Car elle compte de nombreux porte-parole, dont Philippe Séguin
 - Le revirement
 - L'attitude d'Edouard Balladur
 - Les prédictions de Jean Chrétien
 - Le plan de Jacques Chirac à la veille du référendum

 - v. La France choisira toujours le Québec

THÈME NO. 9, LES RELATIONS INTERNATIONALES DES VILLES

I. La vocation internationale des villes nord-américaines avant 1945

- A. Les villes canadiennes et américaines ne sont pas des villes impériales, contrairement à Vienne, Londres ou Paris, et n'ont pas hérité d'une vocation internationale du fait qu'elles ont été ou demeurent des centres historiques et culturels d'importance
- B. Les villes nord-américaines, sauf peut-être Salt-Lake City, n'ont pas des vocations religieuses à caractère universaliste, contrairement à Jérusalem, la Mecque ou Rome
- C. Seule New York a pu prétendre, dans la première partie du XXe siècle, être un centre international d'importance

II. La période 1945-1960 et le cas de Montréal

- A. Les municipalités ne sont pas à l'époque dirigées par des politiciens professionnels, le patronage est répandu
- B. Peu de dirigeants ont une vision globale et à long terme des choses
- C. La prise de décision est difficile et cela nuit au développement des relations internationales
- D. Le cas de Montréal est représentatif de cette situation
 - 1. Le conseil municipal est divisé en trois classes
 - 2. Il n'y a pas de partis politiques, seulement des groupements de conseillers municipaux
 - 3. Le maire n'a pas beaucoup de pouvoir, même s'il fait des missions à l'étranger, celles-ci ne peuvent pas déboucher sur des résultats
 - 4. Les conseillers municipaux sont peu payés, ils siègent le soir et doivent occuper un autre emploi
 - 5. Cette situation favorise les conflits d'intérêt et le patronage
 - 6. Les décisions se prennent difficilement
 - a. Le cas du boulevard métropolitain
 - b. Le cas du métro
- E. Dans un tel contexte, les relations internationales intéressent peu les autorités municipales
 - 1. Les activités internationales du maire ont peu d'impact
 - i. L'exemple du voyage de Jean Drapeau en France lors de son premier mandat
 - ii. La réception de de Gaulle par Sarto Fournier en 1960

2. L'OACI s'installe à Montréal sans que la ville ne s'en préoccupe pas énormément
 - i. Le maire Camilien Houde offre une réception aux dirigeants de la nouvelle organisation, c'est tout ce qu'il peut faire
 - ii. En 1951, Montréal octroie quand même des exemptions de taxe à la nouvelle organisation internationale

3. Les autorités montréalaises font mieux que le gouvernement Duplessis
 - i. Ce dernier n'a aucunement tenté d'attirer l'Organisation de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, créée à Québec en 1945
 - ii. Il refuse aux fonctionnaires internationaux de l'OACI des privilèges diplomatiques, comme par exemple les plaques d'immatriculation et les permis de conduire
 - iii. Tout comme il refusait de donner des privilèges diplomatiques aux consulats de certains pays communistes (URSS et Tchécoslovaquie)

III. L'Expo, les grands projets et le rayonnement international de Montréal : 1960-1982

- A. La fonction des expositions universelles
 1. Elles ont reflété les valeurs des élites de leur temps, mettant tour à tour l'emphase sur des thèmes comme la mission civilisatrice des peuples blancs, l'industrialisation, la science, la paix, etc.
 2. Elles peuvent être chargée politiquement, comme l'exposition universelle de Paris en 1889
 3. Le choix des thèmes et l'agencement des pavillons portent un message
 4. Les masses qui visitent les expositions témoignent d'une adhésion aux valeurs véhiculées par celles-ci

- B. L'exposition universelle de 1967
 1. Elle est obtenue par Montréal en 1962, suite au désistement de Moscou
 2. Au début des années 60, l'image du Québécois est celle d'un scieur de bois vivant dans une société en retard (idées de Jocelyn Létourneau)
 3. L'élite qui arrive au pouvoir lors de la Révolution tranquille a été marquée par le thème du retard de la société canadienne française, elle veut tourner la page et réformer le Québec
 4. La vision de Jean Drapeau s'insère parfaitement dans ce mouvement
 - i. Un passé nationaliste et anti-duplessiste
 - ii. Il souhaite que le Québec, à travers Montréal, réalise de grandes choses
 - iii. C'est ce qu'il dit dans ses discours
 - iv. Lors de la candidature montréalaise à l'Expo et aux Jeux olympiques, Montréal est présentée comme une grande ville, résolument moderne, capable de réaliser les plus grands ambitions humaines
 - vi. Drapeau est un idéaliste ambitieux

- vii. Les projets d'envergure rejoignent tous les Montréalais, quel que soit leur quartier, et les bénéfiques politiques peuvent être récoltés partout dans la ville plutôt, une stratégie sur laquelle Drapeau mise pour se faire réélire
 - L'exemple du state olympique dans l'Est
 - viii. Au départ, Drapeau est hostile à l'Expo, mais il se rallie au projet en vertu d'un mélange de calcul électoral et d'idéalisme
5. L'expo et la modernité du Québec
 - i. Par ses prouesses techniques (notamment la construction des îles) et ses réalisations de toutes sortes, le message que les organisateurs de l'Expo envoient est celui que le Québec est une société d'avant-garde capable de grandes choses (Dupuy parle du besoin de s'élever)
 - ii. Le pavillon du Québec est particulièrement remarqué pour sa modernité, le passé québécois est peu représenté
 - iii. Les pavillons de l'Expo donnent une forme tangible au discours réformateur de la Révolution tranquille, la multitude peut voir et toucher le Québec en marche, ce que les Québécois font en visitant l'Expo
 - iv. Ce phénomène est d'autant plus fort que des étrangers visitent l'Expo, encensent l'exposition, confirmant la réussite du Québec, ce dont les Québécois tirent une grande valorisation
 - v. Comme le dira le ministre Jean Cornooyer, le Québec est capable de grandes choses et c'est ce qu'on voit à l'Expo

IV. Les relations internationales de Montréal pendant les grands projets

- A. Le rôle des relations internationales
 1. Elles n'ont un seul but : appuyer les projets du maire
 2. Les relations internationales négligent ainsi plusieurs aspects
 - i. Le développement économique est une préoccupation peu importante
 - ii. Les relations avec les Organisations internationales et les consulats étrangers sont peu développées (l'exemple de l'OACI)
 - iii. Montréal ne tente aucunement de jouer un rôle dans les organisations internationales de villes dont elle fait partie
 - iv. Les ententes internationales avec d'autres villes, visant à mettre en place des échanges de toutes sortes, n'apparaissent qu'en 1985, à la toute fin du règne de Drapeau, et ce parce que le gouvernement québécois avait insisté auprès de Montréal
- B. Des relations internationales qui se confondent avec des relations personnelles
 1. Drapeau a compris le rôle des relations personnelles
 - i. Le cas de Ed Sullivan
 - ii. La réception des chefs d'État à l'expo
 - iii. L'exemple des Jeux olympiques

- iv. Une grande importance est mise sur les opérations de relations publiques
- 2. Les relations internationales sont la chasse-gardée du maire
 - i. Jean Drapeau s'entoure d'une petite équipe qui fait tout
 - ii. Il gère personnellement tous les dossiers internationaux liés à ses projets
 - iii. Ce qui explique qu'il manque de temps pour s'occuper des autres dossiers internationaux

V. Les années 80 : Montréal s'insère dans l'émergence d'un nouveau type de ville internationale

- A. Un nouvel activisme international émerge dans plusieurs villes nord-américaines suite à la crise économique du début des années 80
 - 1. Les gouvernements municipaux interviennent dans l'économie, notamment en tentant d'attirer chez eux des investissements étrangers
 - i. Le cas de Houston
 - 2. Cette intervention s'appuie sur l'idée que les pouvoirs municipaux doivent jouer un rôle dans le développement urbain et socio-économique
 - 3. Surtout que les gouvernements supérieurs sont parfois perçus comme incapables ou peu enclins à solutionner les problèmes d'une région ou d'une ville donnée
 - 4. Ce nouvel activisme est renforcé par l'émergence d'une classe politique municipale professionnelle, qui se consacre à temps plein aux affaires de la cité, avec des partis politiques agissant sur la scène municipale
 - 5. L'intérêt pour l'international s'illustre aussi par une plus grande institutionnalisation des relations internationales au niveau des villes
 - i. L'exemple de Toronto
 - ii. L'exemple de Chicago
 - iii. L'exemple de Los Angeles
- B. Le cas de Montréal à l'arrivée de Jean Doré
 - 1. Après le state olympique, la politique des grands projets s'essouffle peu à peu
 - i. Le projet de construction du stade a entraîné d'énormes dépassements de coût
 - ii. Le Québec ne sent plus le besoin de prouver qu'il est capable de grandes choses, une normalisation s'est en quelque sorte opérée
 - 2. La crise économique a frappé durement Montréal et, lors de l'élection de 1984, les conservateurs ont promis de faire quelque chose
 - i. Cela est fait en 1986, le rapport Picard est présenté et il propose de faire de l'international un axe de développement économique, une idée reprise l'année suivante par le rapport l'Allier, commandé par la nouvelle administration de Jean Doré

3. Cette stratégie suggère de miser sur le développement de nouveaux marchés d'exportation, sur la recherche d'investisseurs internationaux et sur l'attraction à Montréal de nouveaux sièges sociaux et d'organisations internationales
- C. L'évolution des relations internationales sous Jean Doré et après
1. La ville crée un secrétariat aux relations internationales
 2. Elle se fait plus présente dans les organisations internationales de villes et tente d'en tirer des bénéfices économiques
 - i. L'exemple de Dakar
 - ii. Celui de Moscou
 3. La ville assure de meilleures relations avec les consulats et les organisations internationales
 - i. L'affaire de la réforme de la fiscalité en 1986
 - ii. L'insatisfaction de l'OACI
 4. Appuyée par les gouvernements fédéral et provincial, elle réussit à attirer de nouvelles organisations internationales à Montréal
 - i. Création de la Société du centre des conférences internationales de Montréal (ancêtre de Montréal international) et du Fonds pour le développement international de Montréal
 - ii. Installation d'un Centre du commerce mondial (CCM) à Montréal (CCM), opération à laquelle la ville participe et qu'elle finance en partie
 - iii. Création d'un quartier international où le CCM s'installe, suivi de l'OACI, et où l'on construit un centre de conférences internationales
 - iv. Installation à Montréal de différents organismes internationaux : le Secrétariat du fonds multilatéral du protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, Secrétariat de l'Aléna sur l'environnement, Secrétariat sur la biodiversité et Agence mondiale anti-dopage (sous Pierre Bourque)
 5. Début des missions commerciales avec Pierre Bourque et accroissement des ententes bilatérales avec des villes étrangères